



Vitesse supérieure
Croissance accélérée

Table des matières

Message aux actionnaires	2
Faits saillants des activités	6
Ressources humaines	14
Responsabilité sociale	16
Rapport de gestion	17
États financiers consolidés	52

À PROPOS DE UNI-SÉLECT

Uni-Sélect est un chef de file nord-américain de la distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes et un leader canadien de la distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile. Ses plus de 2 700 employés répartis dans 13 centres de distribution et plus de 220 magasins corporatifs se dévouent à offrir à leurs clients le bon produit, au bon endroit et quand ils en ont besoin.

De plus, Uni-Sélect offre des solutions évoluées et un service de premier ordre afin de contribuer au succès de ses clients. Aux États-Unis, FinishMaster, Inc., une filiale de Uni-Sélect, opère un réseau de magasins corporatifs de produits de revêtement automobile d'un bout à l'autre du pays sous la bannière FinishMaster et dessert plus de 6 000 ateliers de carrosserie.

La filiale canadienne de Uni-Sélect pour les produits destinés au marché secondaire de l'automobile et les produits de revêtement automobile soutient un réseau national de plus de 1 150 grossistes indépendants et magasins corporatifs, dont plusieurs opèrent sous les programmes de bannières de Uni-Sélect incluant Auto Parts Plus, Auto-Plus et Bumper to Bumper. Au Canada, Uni-Sélect soutient plus de 3 900 ateliers et magasins à travers les bannières et les programmes pour les ateliers de réparation/installation, incluant Auto Select, Uni-Pro, et SAX (SelectAutoXpert), ainsi que sa bannière de revêtement automobile, Carrossier ProColor.

Le siège social de Uni-Sélect est situé à Boucherville, Québec, Canada et ses actions se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole UNS.



LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'UNI-SÉLECT EST DE PLUS EN PLUS VASTE ET COMPTE AU-DELÀ DE 10 000 GROSSISTES INDÉPENDANTS, ATELIERS DE RÉPARATION ET DE CARROSSERIE RÉPARTIS PARTOUT AU CANADA ET DANS DE NOMBREUX ÉTATS AMÉRICAINS.

Faits saillants financiers

Exercices terminés le 31 décembre
(en millions de \$US, à l'exception des données par action et des pourcentages)

	2015	2014	2013	2012 ⁽⁴⁾	2011
RÉSULTATS D'EXPLOITATION					
Ventes	1 355,4	1 784,4	1 788,1	1 797,6	1 780,6
BAIIA ⁽¹⁾	(53,3)	105,5	57,2	68,6	97,8
BAIIA ajusté ^{(1) (2)}	96,6	111,4	101,2	94,8	105,8
Frais de restructuration et autres	5,3	(1,9)	35,2	18,5	3,3
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	145,0	-	-	-	-
Résultat net	(40,2)	50,1	21,3	29,4	53,9
Résultat ajusté ⁽²⁾	56,8	55,3	50,7	45,9	57,8
Flux de trésorerie disponibles	78,5	83,6	72,4	57,3	66,6
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE					
Résultat net	(1,88)	2,36	1,00	1,36	2,49
Résultat ajusté	2,66	2,60	2,37	2,12	2,67
Dividende (\$CAN)	0,63	0,58	0,52	0,52	0,48
Valeur comptable par action	20,26	24,18	22,99	22,47	21,47
Nombre d'actions en circulation	21 567 879	21 215 759	21 263 669	21 551 170	21 636 767
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 388 795	21 253 921	21 411 277	21 623 300	21 645 664
SITUATION FINANCIÈRE					
Fonds de roulement	228,8	343,9	417,5	436,0	491,1
Total des actifs	835,2	1 190,3	1 205,9	1 202,7	1 239,2
Endettement total net ⁽³⁾	-	260,2	277,7	309,3	351,7
Total des capitaux propres	437,0	513,0	488,8	484,2	464,6
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens	12,0%	10,9%	9,8%	8,7%	12,3%
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	20,7%	50,8%	51,9%	58,0%	68,9%
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres	s.o.	33,7%	34,1%	36,7%	40,7%

(1) Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

(2) Le BAIIA et le résultat net ont été ajustés des frais que la Société juge non caractéristiques des opérations régulières. Ces frais sont exclus afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

(3) L'endettement total net de 2014 inclut le reclassement des débetures convertibles pour un montant de 44,5\$.

(4) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 – « Coentreprises » et selon l'amendement IAS 19 – « Avantages du personnel ». Toutefois, l'obligation de redresser les états financiers portant seulement sur l'exercice antérieur, soit 2012 dans le cas présent, l'exercice 2011 n'a pas été redressé. (Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés de 2013.)

40%

POURCENTAGE
DES VENTES CONSOLIDÉES
AU CANADA*

POURCENTAGE DES VENTES
CONSOLIDÉES AU
ÉTATS-UNIS*

60%

* Sur une base pro forma annualisée excluant les actifs de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. vendus le 1^{er} juin 2015.

7,1%

MARGE DU BAIIA
AJUSTÉ CONSOLIDÉ ENREGISTRÉE
EN 2015, EN HAUSSE DE 0,9 POINT

2,6%

CROISSANCE
ORGANIQUE ENREGISTRÉE
EN 2015

UN TOURNANT IMPORTANT POUR UNI-SELECT

L'année 2015 entrera dans l'histoire de Uni-Sélect comme une année charnière, marquée par de fortes transformations. La Société est maintenant mieux positionnée que jamais pour saisir les occasions de croissance et pour renforcer son statut de chef de file du marché, tant dans le secteur de la peinture automobile et industrielle aux États-Unis que dans les secteurs du marché secondaire des pièces automobiles ainsi que de la peinture automobile et industrielle au Canada.

UNE ORGANISATION PLUS RENTABLE

En 2015, les ventes consolidées ont été inférieures à celles de l'année précédente, en raison de la vente des actifs de Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc. En fait, les ventes consolidées ont atteint 1 355,4 millions de dollars, soit une croissance organique de 2,6% dont l'impact a été atténué par la dépréciation du dollar canadien. Désormais, environ 60% de nos ventes pro forma annualisées sont réalisées aux États-Unis, par rapport à 40% au Canada.

Le BAIIA ajusté de la Société a atteint 96,6 millions de dollars en 2015. La marge du BAIIA ajusté a atteint 7,1%, ce qui représente une progression de 0,9 point par rapport à la marge de 6,2% affichée en 2014, venant ainsi améliorer le rendement de Uni-Sélect. Le résultat ajusté par action a atteint 2,66 \$, soit une hausse de 2,3% comparativement à 2,60 \$ en 2014.

Enfin, la Société a affecté 277,5 millions de dollars au remboursement de la dette au cours de 2015, la rendant essentiellement libre de dettes. Au 31 décembre 2015, la Société disposait de 1,1 million de dollars de trésorerie nette, de même que d'une facilité de crédit de 321,0 millions de dollars afin de poursuivre son expansion par des acquisitions d'entreprises, rentables du point de vue du bénéfice.

UNE TRANSACTION TRANSFORMATIONNELLE

Dans une industrie aussi concurrentielle que celle du marché secondaire de l'automobile et ayant connu une consolidation importante au cours des dernières années, occuper la position de chef de file de son marché revêt une importance stratégique pour garantir

sa réussite à long terme. C'est pourquoi le principe suivant a constitué l'un des éléments déterminants qui ont motivé la décision de vendre les actifs de Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc. : concentrer nos efforts sur nos deux principales unités opérationnelles sur le marché qui présentent un fort potentiel de croissance dont FinishMaster et Automotive Canada, tout en offrant d'excellentes possibilités de rendement à nos actionnaires.

Cette transaction s'est traduite par deux grands avantages pour la croissance de la Société :

- Elle nous a permis de recentrer les efforts de notre équipe de gestion afin d'accélérer la croissance rentable de nos deux principales unités d'affaires restantes ;
- Elle est venue améliorer notre bilan à bien des égards, notamment en accroissant notre rentabilité et notre flexibilité financière.

UNE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE RENTABLE

Nous avons amorcé l'année 2015 en mettant à profit une structure décisionnelle plus flexible, une organisation plus souple et un réseau de distribution plus performant dans l'ensemble, soit trois des priorités pour lesquelles nous avons réalisé d'importants progrès l'année précédente. Cependant, tous ces efforts de restructuration et de rationalisation déployés au cours des dernières années étaient loin de représenter un objectif final. En effet, ils visaient plutôt à nous doter d'une structure plus solide pour accélérer notre croissance organique à long terme.



Robert Chevrier, FCPA, FCA
Président du Conseil

Henry Buckley, MBA
Président et chef de la direction

Aux États-Unis et au Canada, nous avons la chance de travailler dans une industrie dont les perspectives de croissance sont fort encourageantes, tant du côté de la peinture et des produits de peinture automobile que de celui de la distribution de pièces destinées au marché secondaire. En effet, la majorité des données économiques et des données relatives à l'industrie laissent entrevoir une conjoncture favorable.

Cela étant dit, Uni-Sélect ne peut se contenter de bénéficier de la croissance que connaît l'ensemble de l'industrie. Notre intention est claire : nous voulons continuer sur notre lancée pour dépasser systématiquement le rendement du secteur dans lequel nous évoluons. Nous désirons aussi accroître notre part de marché et être reconnus comme étant le plus innovateur, le plus performant et le plus efficace des acteurs dans le secteur automobile en Amérique du Nord.

Pour l'année 2015 et les trimestres à venir, nous nous attendons à ce que notre croissance organique repose sur des facteurs comme :

- l'excellence du service à la clientèle en tant que facteur déterminant de la fidélité ;

- de meilleurs renseignements sur le marché, grâce à une communication plus efficace et plus systématique avec nos clients et avec nos partenaires fournisseurs — sans oublier nos divers systèmes informatiques ainsi que l'efficacité accrue de notre gestion des stocks et de nos activités de distribution, donnant lieu à des niveaux de service plus élevés et des efforts plus énergiques de commercialisation et de promotion des ventes à l'origine de notre gamme flexible et diversifiée de produits et de programmes.

DES ACQUISITIONS STRATÉGIQUES RENTABLES POUR STIMULER LA CROISSANCE

Actuellement, pour Uni-Sélect, la croissance ne constitue pas un simple objectif stratégique ; elle fait maintenant partie intégrante de notre culture organisationnelle. Elle concerne tous les niveaux de l'organisation et est prise en compte dans chacune de nos discussions et de nos décisions. Outre la croissance organique, nous nous tournons souvent vers des offres d'acquisition si elles constituent un moyen plus rapide et plus économique d'augmenter l'étendue de notre

présence géographique, d'accéder à de nouveaux segments du marché prometteurs, de favoriser les synergies en augmentant la densité de notre présence dans nos marchés, et d'accroître notre part de marché. Toutefois, quel que soit le motif justifiant l'acquisition, nous continuerons de rechercher des transactions rentables à long terme pour la Société.

L'année dernière, nous avons réalisé plusieurs acquisitions, qui ont intensifié notre présence en Amérique du Nord, principalement à l'échelle régionale, et en accroissant nos parts dans des marchés clés. Au cours des derniers trimestres, nous avons renforcé l'ensemble de notre processus de fusions et acquisitions, notamment en dotant nos deux unités opérationnelles d'équipes responsables de l'intégration des acquisitions. Nos équipes repèrent les bonnes occasions, élaborent des plans d'acquisition et intègrent les actifs en question. Ces collègues disposent d'une riche expérience de l'industrie et d'une solide expertise en affaires, ce qui s'avère essentiel pour nous assurer de tirer pleinement profit des synergies résultant des nouvelles acquisitions.



De gauche à droite : **Gary O'Connor**, président et chef de l'exploitation, Automotive Canada; **Éric Bussières**, chef de la direction financière; **Henry Buckley**, président et chef de la direction, **Steve Arndt**, président et chef de l'exploitation, FinishMaster, Inc.; **Annie Hotte**, chef du capital humain; et **Louis Juneau**, chef de la direction des affaires juridiques et secrétaire.

REDÉFINIR L'EXCELLENCE EN TERMES D'EXPÉRIENCE CLIENT

Aux États-Unis, FinishMaster a mis l'accent sur la création de valeur ajoutée pour ses clients en agissant à titre de fournisseur-partenaire de confiance. Cet engagement a donné naissance à plusieurs projets, y compris l'élaboration d'expériences personnalisées pour chacun de nos 6 000 ateliers de carrosserie. L'industrie des produits de revêtement automobile a poursuivi sa consolidation et la création de chaînes d'ateliers de carrosserie représente maintenant un segment du marché connaissant une croissance rapide. Afin de leur fournir une expérience client d'exception, nous devons adopter une approche différente de celle que nous privilégions auprès de nos clients exploitant des ateliers de carrosserie indépendants, ce qui nous amène à personnaliser notre proposition de valeurs en fonction de leurs besoins.

De manière similaire, au Canada, notre stratégie visant la création d'expériences clients exceptionnelles comporte trois volets :

- 1) soutenir notre communauté de grossistes indépendants et en assurer la croissance;
- 2) augmenter nos efforts en ventes avec une force de ventes destinée à soutenir nos installateurs;

- 3) poursuivre notre expansion en lançant un projet d'acquisition de magasins afin d'intensifier et de consolider la présence de magasins corporatifs dans l'ensemble du pays, tout en soutenant les plans de succession et la croissance des parts de marché de nos grossistes indépendants.

Hormis l'existence de processus d'affaires efficaces et de canaux de communication flexibles, un niveau de service élevé et constant, un réseau de distribution solide, une gestion optimale des stocks, un vaste assortiment de produits et une infrastructure de technologies de l'information efficace sont les seuls moyens permettant d'atteindre l'excellence.

RASSEMBLER LA MEILLEURE ÉQUIPE DE L'INDUSTRIE

L'un des éléments qui est demeuré inchangé en 2015 est l'adhésion profonde de chacun des membres de l'équipe de Uni-Sélect aux valeurs fondamentales sur lesquelles repose notre approche depuis un certain nombre d'années : concevoir des solutions concurrentielles pour les membres et pour les clients, fournir un milieu de travail stimulant,

établir des relations gagnantes avec les fournisseurs et être une entreprise socialement responsable.

Il serait impossible de mettre en œuvre notre stratégie sans l'engagement des membres de notre équipe. Bien qu'une bonne stratégie doive être adéquate et judicieuse, il est impossible d'en tirer le plein potentiel sans disposer de la bonne équipe pour ce faire. Nous sommes reconnaissants de pouvoir compter sur les meilleurs talents de l'industrie et d'avoir en place l'équipe la plus engagée qui soit.

Alors que nous mettons l'accent sur les ressources humaines, il incombe à notre nouvelle chef du capital humain de relever le défi lié au leadership. Sa nomination a été notre façon d'exprimer notre engagement à créer un milieu dans lequel les employés sont heureux d'évoluer. Il s'agit du point de départ qui nous permettra d'attirer et de conserver des talents, mais aussi de trouver le rôle qui leur convient et d'identifier les occasions qu'ils doivent saisir pour assurer leur développement au sein de l'entreprise.

Nous nous sommes engagés à soutenir une culture d'entreprise forte, qui reflète nos valeurs, nous voulons que chacun des

« La croissance ne constitue pas un simple objectif stratégique ; elle fait maintenant partie intégrante de notre culture organisationnelle. »

Henry Buckley

membres de notre équipe les vivent en participant à l'atteinte des objectifs de croissance.

ACCROÎTRE LA VALEUR DE LA MARQUE UNI-SÉLECT ET DE SON PORTEFEUILLE DE BANNIÈRES

Pour exprimer les choses simplement, notre portefeuille de marques et de bannières est probablement le trésor caché dans l'écosystème de Uni-Sélect. Nous sommes plus que jamais résolus à placer nos marques et nos bannières au coeur de nos stratégies. Elles sont l'expression de la valeur que revêt Uni-Sélect pour nos clients, et nous avons l'intention de leur donner davantage de visibilité et de présence locale dans l'ensemble de nos marchés.

Au cours des derniers trimestres, nous avons passé en revue chacune de nos marques privées – Cooling Depot, MÅKTIG et Worldparts – afin d'élargir la gamme de produits qu'elles proposent. Nous avons également lancé la marque Purezone et avons investi dans la mise au point de nouveaux outils visant à assurer la commercialisation et à accroître la notoriété de nos marques. Cet élément restera une priorité pour nous en 2016.

Plus tard, cette année, lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires, Robert Chevrier prendra sa retraite, après quatre ans à la tête du conseil et après une association beaucoup plus longue avec Uni-Sélect. Au nom de toute l'équipe et des innombrables amis qu'il s'est faits ici au fil des ans, nous le remercions chaleureusement et lui souhaitons une retraite heureuse.

DES MARQUES FORTES EN TANT QU'AVANTAGE CONCURRENTIEL

L'engagement que nous avons pris quant au développement et à l'expansion de nos bannières du secteur des pièces d'auto s'est récemment traduit par des mesures tangibles, notamment au Canada. En effet, nous avons lancé, au début de l'exercice 2016, la marque Bumper to Bumper dans l'ensemble du pays. Cette marque nous fait connaître sous une nouvelle identité et rajeunit notre image. Tous les nouveaux magasins du nouveau réseau corporatif que nous avons commencé à bâtir au début de 2015 et qui compte déjà plus de 40 points de vente, vont arborer la bannière Bumper to Bumper, en plus des 100 grossistes qui utilisent cette marque.

Nous allons aussi redéfinir la marque de nos magasins Auto Parts Plus. Nous comptons offrir une approche fondée sur l'utilisation d'un menu, où le niveau d'intégration sera plus faible, ce qui nous assurera une meilleure collaboration avec nos grossistes. Uni-Sélect a leur succès à coeur, car le soutien aux entreprises locales constitue une priorité absolue pour nous. Au cours de la prochaine année, nous allons multiplier les efforts pour développer notre collaboration et pour favoriser leur croissance à long terme.

Nous avons également décidé d'introduire la bannière FinishMaster au Canada dans le cadre d'une expansion modeste mais graduelle.

VITESSE SUPÉRIEURE, RÉSULTATS ACCÉLÉRÉS

Alors que commence l'année 2016, notre principale priorité demeure la création de valeur à long terme pour nos actionnaires, objectif que nous atteindrons en assurant une croissance solide dans l'ensemble de notre organisation.

À tous nos actionnaires, merci pour votre confiance et votre soutien. Aux membres de notre conseil d'administration, merci pour votre sagesse et vos conseils, auxquels nous avons souvent fait appel au cours de cette année fort chargée. À nos partenaires et à nos clients, nous nous considérons choyés de pouvoir compter sur votre confiance et votre loyauté. Enfin, à chacun des 2 700 membres de notre équipe, merci de nous rendre si fiers. Votre dévouement, votre travail acharné et votre engagement envers notre succès sont remarquables et grandement appréciés.



Robert Chevrier, FCPA, FCA
Président du Conseil



Henry Buckley, MBA
Président et chef de la direction



FINISHMASTER

LE CHEF DE FILE NORD-AMÉRICAIN DE LA DISTRIBUTION DE PEINTURES AUTOMOBILES ET INDUSTRIELLE ET D'ACCESSOIRES CONNEXES

L'exercice 2015 a été caractérisé par une croissance soutenue de FinishMaster, dont les revenus ont progressé de 7,9%, pour s'établir à 618,8 millions de dollars, comparativement à 573,4 millions de dollars l'an dernier. Le BAIIA ajusté a augmenté de 14,3%, se chiffrant à 70,4 millions de dollars, contre 61,6 millions de dollars l'an dernier, avec une marge de BAIIA de 11,4%, soit une hausse de 0,7 point par rapport à 10,7% en 2014, avec une croissance organique de 3,3%.

L'EXERCICE 2015 A ÉTÉ CARACTÉRISÉ PAR UNE CROISSANCE SOUTENUE POUR FINISHMASTER

LA PASSION DE LA CROISSANCE

Je suis particulièrement heureux que nous ayons pu accroître davantage notre part de marché et notre niveau de compétitivité dans l'ensemble des deux catégories de marchés de peinture et de produits automobiles :

- centres de carrosserie traditionnels ;
- chaînes d'ateliers de carrosserie.

PLUS PERTINENTS QUE JAMAIS

L'un des facteurs clés de notre succès en 2015 a été l'établissement et l'entretien d'une nouvelle relation de collaboration soutenue avec nos partenaires vendeurs. En conséquence, nous partageons nos objectifs stratégiques respectifs, notre connaissance des consommateurs ainsi que tous les autres défis et possibilités pertinents, qu'ils soient régionaux ou plus spécifiques.

Ce processus de communication approfondi nous rend de plus en plus pertinents dans la chaîne de l'industrie. Cette façon de faire nous permet de développer un processus opérationnel, financier et stratégique adapté au fournisseur et entièrement personnalisé.

DISTRIBUTION OPTIMALE

Chez FinishMaster, les derniers trimestres ont également été consacrés à l'amélioration de notre logistique de distribution. Nous avons à cœur de maintenir un niveau de service optimal. Compte tenu de la croissance que nous avons connue l'an dernier, nous avons récemment décidé que, pour offrir et maintenir un niveau de service exceptionnel, l'ajout d'un quatrième centre de distribution s'avérait nécessaire, afin que nous puissions continuer d'honorer notre promesse de service en une journée. C'est pourquoi un nouveau centre de distribution est actuellement en construction et sera inauguré en 2016.



Steve Arndt

Président et chef de l'exploitation,
FinishMaster, Inc.

OFFRIR AUX CLIENTS UNE EXPÉRIENCE DE SERVICE EXCEPTIONNELLE

La même approche vaut également pour la relation qu'entretient FinishMaster avec tous les clients que nous servons, ce qui nous permet d'offrir à chacun une gamme élargie de services à valeur ajoutée, ainsi que de tirer pleinement parti du caractère multidisciplinaire de notre équipe. Afin d'intégrer de manière optimale cette plus grande flexibilité dans chacune des étapes de notre processus de distribution, nous avons décidé d'offrir davantage d'autonomie à chacun des membres de notre équipe, afin qu'ils prennent les meilleures décisions qui combleront nos clients.

2016
FOCUS

MISER SUR LES VENTES POUR SUSCITER LA CROISSANCE ORGANIQUE

Outre notre nouvelle approche axée sur le service à la clientèle personnalisé, l'exercice 2015 nous a permis de mettre l'accent sur le développement d'une vraie culture de vente à tous les niveaux de notre entreprise. Nous avons connu un changement structurel qui positionne les besoins locaux de nos clients au centre de nos activités.

Nous avons également converti plusieurs de nos postes de représentants commerciaux et techniques en profils hybrides d'employés ayant de solides expériences dans les domaines techniques et de ventes. Cela signifie que nous disposons maintenant d'une équipe de vente plus polyvalente et que nous sommes en mesure de mieux servir nos clients. Pour leur part, les clients ont accès à un point de contact unique pour la vaste majorité de leurs besoins, simplifiant ainsi leur relation avec nous en plus d'accélérer la gestion d'enjeux et la prise de décision au besoin. Ce qui est peut-être encore plus important est que cette formule nous permet de nous adapter et de tirer parti de la dynamique des marchés régionaux et locaux.

LES ACQUISITIONS RENTABLES COMME ÉLÉMENT CLÉ DE NOTRE AVENIR

Pour FinishMaster, hormis la croissance organique de 3,3% affichée en 2015, l'exercice qui vient de se terminer a aussi été marqué par une série d'acquisitions rentables, dont le point culminant a été, au début de janvier 2016, l'acquisition de la société ColorMaster Automotive Paint, Inc., comptant 15 points de vente. Nous avons intensifié notre présence dans les États de la Floride, de la Californie, de la Caroline du Nord, du Colorado, de l'Illinois, du Missouri, du Texas et du Wisconsin, en plus de faire

« Au cours de l'année 2016 et au-delà, FinishMaster visera également à consolider sa part de marché dans le segment en croissance de la peinture industrielle. »

Steve Arndt

notre entrée en Louisiane. Cette acquisition a été réalisée avec l'objectif de densifier notre présence géographique, de mieux soutenir nos clients dans certaines régions spécifiques et, par-dessus tout, de nous permettre de fortifier davantage notre position de chef de file dans le secteur de la peinture et des accessoires aux États-Unis.

Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, nous avons passé en revue notre processus d'intégration et nous sommes maintenant mieux structurés pour accueillir de manière harmonieuse de nouveaux membres à l'équipe FinishMaster. Nous ne mesurons pas les résultats d'un processus d'intégration par rapport à la vitesse à laquelle nous pouvons procéder à l'intégration de nouveaux actifs, mais plutôt en fonction de l'efficacité et de l'intégration réussie des divers éléments, de même qu'en fonction des synergies – tant en ce qui a trait aux ventes qu'à la rentabilité – que nous sommes en mesure de réaliser à moyen et à long terme.

PRIORITÉS POUR 2016

L'année 2016 sera marquée par l'accélération de notre philosophie à deux volets, combinant croissance organique et croissance par acquisitions. Au cours de 2016 et des années à venir, FinishMaster va également viser le renforcement de sa position sur le marché dans le segment industriel, actuellement en croissance. Au cours des prochains trimestres, nous allons mettre en œuvre de nouvelles mesures spécifiques qui nous permettront de devenir un acteur plus important dans le secteur de la peinture industrielle, mais nous allons aussi avoir recours aux acquisitions afin de diversifier notre offre et ainsi fortifier notre présence dans ce marché.



Steve Arndt

Président et chef de l'exploitation,
FinishMaster, Inc.

FINISHMASTER

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

En février, nous avons procédé à l'acquisition des actifs de Sea Hawk Refinish Line, Inc., établie à Clearwater, en Floride.

En mai, nous avons fait l'acquisition des actifs de deux distributeurs Ray's Auto Paints & Supplies, Inc., à North Hollywood, en Californie, et Sandhills Automotive Refinishes, Inc., à Fayetteville, en Caroline du Nord.

En août, nous avons acquis les actifs de Painters Supply Co., Inc., au Colorado.

En septembre, nous avons fait l'acquisition des actifs de Auto Paint Specialists, Inc., de APS Tower Paint Company, Inc., et de L.I.C., Incorporated. (collectivement appelés Auto Paint Specialists), au Wisconsin.

Plus tard en septembre, nous avons procédé à l'acquisition de Dan's Distributing Co. dans le nord de la Californie et à l'ouverture d'une succursale dans l'État de Washington, tout juste à l'extérieur de Seattle.

En décembre, nous avons acquis la quasi-totalité des actifs de Aquia Auto Parts, Inc., qui fait affaire sous le nom de Refinish Solutions, intensifiant ainsi la présence de FinishMaster dans les régions métropolitaines de la Virginie et de Washington D.C.

En décembre, nous avons annoncé une entente visant l'achat de la quasi-totalité des actifs de ColorMaster Automotive Paint, Inc., entreprise spécialisée dans les produits de revêtement automobile exploitant 15 points de vente dans quatre États. La transaction a été conclue au début de janvier 2016.

FAITS SAILLANTS DE 2015

- Constitution, en misant sur les plateformes de solutions en TI, d'une équipe d'intégration d'acquisitions ayant une solide expertise et une connaissance poussée de l'industrie
- Mise en place de mécanismes de communication bidirectionnelle avec nos partenaires fournisseurs
- Maintien d'un niveau d'engagement élevé chez les employés
- Révision en profondeur de la structure de notre équipe de vente et valorisation d'une expérience client plus rapide, plus simple et plus efficace
- Solidification de notre présence dans le segment des chaînes d'ateliers de carrosserie



Taille du marché de la peinture
et du matériel de peinture
automobile aux États-Unis



Part de marché de FinishMaster
dans l'ensemble du marché de la
peinture et du matériel de peinture
automobile aux États-Unis



Une croissance du secteur des
exploitants de chaînes d'ateliers de
carrosserie est prévue, à un taux de
croissance annuel composé (TCAC)
d'environ 10 % au cours des quatre
prochaines années

PRIORITÉS POUR 2016

- Ouvrir un quatrième centre de distribution et maintenir un niveau de service élevé ainsi que des expériences clients exceptionnelles
- Intensifier nos efforts pour favoriser un solide engagement des employés
- Poursuivre la réalisation des synergies à la suite des acquisitions récentes
- Maintenir le même rythme d'introduction de nouveaux produits, afin de développer notre marque privée SMART
- Mettre l'accent sur une croissance équilibrée dans les trois catégories de clients du secteur automobile
- Procéder à des acquisitions stratégiques afin d'intensifier notre présence et d'améliorer nos résultats dans le segment de la peinture industrielle et des accessoires connexes, entre autres grâce à l'acquisition de ColorMaster

LA MARQUE SMART

En 2015, nous avons lancé plusieurs nouveaux produits et accessoires de peinture sous le nom de notre marque populaire SMART.

En 2016, nous allons poursuivre le déploiement de nouveaux produits afin de nous assurer que nos produits de marque SMART demeurent un complément à valeur ajoutée à notre offre de marques nationales.

UN SECTEUR VOUÉ À UNE CROISSANCE SOUTENUE

Tous les facteurs économiques clés laissent entrevoir une conjoncture favorable pour le secteur de la peinture et des produits de peinture automobile, ce qui représente dans l'ensemble un marché d'environ 2,6 milliards de dollars américains.

- Poursuite de la vente de véhicules aux États-Unis (2016: +3,8%)
- Record des cinq dernières années dans le nombre moyen de kilomètres parcourus
- Prix de l'essence au gallon s'approchant de son niveau le plus bas
- Taux de chômage à son point le plus bas en 24 mois

¹Source: The Romans Group, LLC.

²Données internes de l'entreprise



30

Intensification de la présence de la Société dans 30 États américains

187

Magasins corporatifs

Plus de 6 000

Ateliers de réparation

13,8 millions

Nombre approximatif d'accidents de voiture par année aux États-Unis ; 10,9 millions de ces véhicules accidentés sont réparables

PARTENAIRES DU SUCCÈS DE NOS CLIENTS: NOUS LEUR OFFRONS LES OUTILS DONT ILS ONT BESOIN POUR RÉUSSIR

Nous sommes sensibles au caractère unique des besoins et des attentes de chacun de nos clients. En conséquence, notre engagement à l'égard de leur succès repose encore sur une approche flexible et personnalisée, fondée sur une série d'outils en propriété exclusive à FinishMaster destinés à soutenir nos clients carrossiers, en leur fournissant les renseignements dont ils ont besoin pour prendre des décisions optimales et pour consacrer un maximum de temps à servir leurs clients :

Options de commandes

Nous proposons à nos clients différentes formules pour passer leurs commandes ; ils peuvent en effet commander nos produits par télécopieur ou au moyen de leur téléphone intelligent, de leur tablette ou par échange de données

informatisées (EDI). Cette flexibilité maximale nous permet d'offrir le même service efficace, indépendamment de la plateforme pour laquelle opte le client.

Ressource technique

Nous nous efforçons d'être la ressource incontournable pour tout ce qui a trait aux ateliers.

Gestion des stocks

Notre équipe a recours à un processus éprouvé pour contribuer à la réduction des coûts et à l'amélioration de la productivité. Grâce à une analyse simple et sur mesure, nos experts peuvent offrir aux ateliers de réparation et de carrosserie des recommandations personnalisées pour les aider à améliorer leurs pratiques de gestion des stocks.

Outils de création de rapports

Des rapports précis, présentés en temps opportun, ainsi que des données quantitatives exactes simplifient la gestion de la consommation. Parmi ces documents figurent les rapports de facturation, les rapports d'utilisation par le consommateur, les rapports sur les composés organiques volatils ainsi que les modèles d'achat des consommateurs.

Analyse des processus

Nous contribuons à l'élaboration et à la mise en œuvre de procédures standards dans chaque atelier. Notre processus en six étapes permet aux ateliers de gagner en efficacité et d'assurer le succès de leur entreprise.



AUTOMOTIVE CANADA

LE CHEF DE FILE CANADIEN DE LA DISTRIBUTION DE PRODUITS AUTOMOBILES, D'OUTILS ET D'ÉQUIPEMENTS DESTINÉS AU MARCHÉ SECONDAIRE

On se souviendra de l'exercice 2015 comme d'une année charnière pour notre secteur des produits automobiles, propulsée par une marge du BAIIA ajusté de 5,0 %, soit une augmentation de 1,00 point par rapport à 2014, année au cours de laquelle la rentabilité a progressé de façon considérable, avec une croissance organique de 1,8 %.

ACCÉLÉRATION DU CHANGEMENT DANS UN ENVIRONNEMENT RICHE EN OCCASIONS

SUSCITER DES CHANGEMENTS AFIN D'OBTENIR UNE PLUS GRANDE EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Les solides résultats qu'ont obtenus nos activités canadiennes au cours de l'année qui vient de se terminer sont entre autres attribuables au fait que nous nous sommes concentrés sur l'amélioration de notre modèle opérationnel. Au début de 2015, nous avons procédé à l'ouverture d'un nouveau centre de distribution à Milton, en Ontario. Cet ajout, combiné avec les avantages très tangibles liés à la mise en œuvre de notre progiciel de gestion intégré (PGI), maintenant pleinement opérationnel, nous permet d'améliorer la gestion de nos stocks, de mieux planifier les achats de pièces et d'offrir une expérience générale positive à nos clients grossistes.

Depuis quelques trimestres, nous continuons d'améliorer notre collaboration et notre planification avec nos principaux fournisseurs. En leur offrant davantage de visibilité sur le marché, nous pouvons maintenant prendre des décisions plus informées quant aux stocks et aux ventes, ce qui nous permet en retour de transmettre à nos clients des renseignements plus détaillés sur leur marché. Cette situation contribue directement au renforcement de notre avantage concurrentiel, favorise la fidélité de la clientèle et nous assure de demeurer le partenaire de choix pour les grossistes indépendants.

Ces quelques mesures se sont déjà traduites par une meilleure gestion des stocks, par une amélioration de l'efficacité de la planification et, dans certains cas, par des économies substantielles. Ce qui est encore plus important, elles sont à l'origine d'une augmentation considérable du niveau de service et d'une plus grande stabilité dans ce domaine, autant d'avantages cruciaux et garants du succès dans le secteur du marché secondaire de l'automobile.



Gary O'Connor, MBA
Président et chef de l'exploitation
Automotive Canada

POUR FAVORISER UNE VRAIE CULTURE DE VENTE

Au cours de l'exercice 2015, nous avons également procédé à une réorganisation de notre équipe des ventes et du marketing, en ayant notamment recours à une stratégie alliant les promotions internes aux activités de recrutement efficaces. Nous sommes fiers d'avoir constitué une force de vente dévouée, qui travaille en collaboration encore plus étroite avec nos fournisseurs, afin d'offrir le meilleur service possible à nos clients. Motivée par une réelle culture de vente, l'équipe d'Automotive Canada est en voie de devenir plus solide que jamais et est résolument déterminée à assurer la croissance de l'entreprise à tous points de vue.

Au cours des derniers trimestres, nous avons poursuivi le renforcement de nos bannières regroupant les magasins de pièces du marché secondaire de l'automobile, soit Bumper to Bumper et Auto Parts Plus, en offrant à nos clients le niveau maximal de

flexibilité et d'intégration. La bannière Bumper to Bumper, qui compte en ce moment quelque 100 points de vente dans les Prairies, se déploie actuellement à l'échelle nationale. La marque a également subi une révision en profondeur, destinée à la rendre plus attirante et plus au goût du jour. Nous sommes très emballés par cette évolution et sommes très enthousiastes quant à ses perspectives de croissance.

Enfin, au cours de l'exercice qui vient de se terminer, nous avons passé en revue nos programmes de vente, y compris notre programme de fidélisation, nos programmes incitatifs destinés aux ateliers, ainsi que diverses activités de formation et d'encadrement, dans le but d'accroître leur notoriété et d'inciter le personnel à y adhérer.

DES ACQUISITIONS STRATÉGIQUES COMME MOTEUR À LA CROISSANCE

En plus d'être profondément engagés à assurer la croissance organique, nous accordons généralement la priorité aux occasions qui se présentent et qui nous permettent de réaliser des acquisitions rentables. Bien que la tendance ne soit pas aussi marquée que chez nos voisins du Sud, le marché secondaire canadien de l'automobile a poursuivi sa consolidation au cours des dernières années. Uni-Sélect continue de jouer un rôle actif à cet égard, entre autres avec l'objectif de poursuivre le déploiement d'un nouveau réseau de magasins corporatifs sous la bannière Bumper to Bumper.

L'objectif de notre nouveau réseau de magasins corporatifs comporte deux volets. Premièrement, nous voulons développer notre réseau actuel de clients en apportant notre soutien aux ateliers et aux magasins, en pensant à leur avenir et afin de conserver notre statut de partenaire clé des grossistes indépendants. En même temps, nous voulons faire en sorte de pouvoir intégrer plus efficacement les entreprises nouvellement acquises, afin de tirer pleinement parti des avantages liés aux synergies. C'est pourquoi nous avons augmenté l'effectif de notre équipe responsable des acquisitions et de l'intégration, dans le but de soutenir la planification et l'intégration, tout en veillant à ce qu'elles cadrent bien avec nos objectifs de croissance et, surtout, afin de stimuler dès le début du processus l'engagement des membres de l'équipe.

2016 FOCUS

«Dépasser le taux de croissance de l'industrie et consolider le rôle de chef de file de l'entreprise en tant que distributeur le plus dynamique du Canada dans le secteur du marché secondaire de l'automobile.»

Gary O'Connor

RENFORCEMENT DE NOTRE GAMME DE PRODUITS DE MARQUES PRIVÉES

Au cours des dernières années, nous nous sommes également penchés sur la stratégie liée à nos produits de marques privées et nous en avons élargi l'éventail afin d'accroître la valeur ajoutée de notre gamme de marques nationales. Grâce à cette combinaison, nous offrons à nos clients du marché secondaire de l'automobile une gamme élargie de pièces de grande qualité, utilisées sous le capot et sous la voiture, de même qu'une gamme complète d'outils et de pièces d'équipement destinées aux installateurs.

Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, nous avons lancé la nouvelle marque d'huile Purezone, avons repositionné notre programme Cooling Depot et avons ajouté de nouvelles gammes de produits à nos marques MÄKTIG et Worldparts.

PERSPECTIVE D'AVENIR : PRIORITÉS POUR 2016

Pour 2016, notre équipe va se concentrer sur l'accélération de notre rythme de croissance, avec l'objectif de dépasser le taux de croissance de l'industrie et de consolider le rôle de chef de file de l'entreprise en tant que distributeur le plus dynamique du Canada dans le secteur du marché secondaire de l'automobile.



Gary O'Connor, MBA
Président et chef de l'exploitation
Automotive Canada

AUTOMOTIVE CANADA

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

En janvier, nous avons procédé à l'inauguration d'un nouveau centre national de distribution dans la région de Toronto, en Ontario. Occupant une superficie de plus de 100 000 pieds carrés et comptant des stocks d'une valeur de plus de 14 millions de dollars canadiens, ces nouvelles installations contribuent à accroître la portée de Uni-Sélect ainsi que la disponibilité des produits. Elles offrent également à l'entreprise la possibilité d'accroître sa capacité de proposer une expérience de qualité supérieure à ses clients.

Au début de mars, nous avons fait l'acquisition des actions restantes (50 %) de Wilter Auto & Industrial Supply, grossiste de pièces automobiles comptant sept magasins dans le nord de l'Alberta, dont les ventes annuelles s'élèvent à environ 25 millions de dollars canadiens.

En juin, nous avons fait l'ouverture d'un magasin de produits de revêtement automobile et d'accessoires connexes à Ottawa.

En août, nous avons fait l'acquisition des actifs de C.B. Hoare Auto Parts Limited. Plus tard, au cours du même mois, Uni-Sélect a annoncé l'acquisition des actifs de Duncan Auto Parts Ltd., grossiste réputé de pièces automobiles, établi en Colombie-Britannique.

Au début d'octobre, nous avons fait l'acquisition des actions restantes (50 %) de Pièces d'Autos La Malbaie inc. et des actifs de Pièces d'Autos AFCAR – toutes deux établies au Québec.

En novembre, nous avons acquis les actifs de T.N. Discovery Auto Collision Ltd. Cette acquisition dans le secteur de la peinture automobile et industrielle, de revêtements et d'accessoires connexes accroît la portée de Uni-Sélect en Ontario et continue son engagement à développer un large réseau de magasins corporatifs au Canada.

En décembre, la Société a fait l'acquisition des actions restantes (50 %) de Colwood-Langford Auto Supply Ltd., de la Colombie-Britannique, ainsi que des actifs de B.H. McFarlane Automotive Inc., établie en Ontario.

FAITS SAILLANTS DE 2015

- Améliorations considérables en matière de gestion des stocks, se traduisant par un niveau de service plus élevé et plus stable
- Recrutement de 154 (net) nouveaux ateliers opérant sous les bannières et programmes Uni-Sélect
- Ajout de 3 300 nouvelles unités de gestion des stocks (UGS) à nos gammes de produits de marques privées
- Croissance de notre nouveau réseau de magasins corporatifs, comptant maintenant 42 points de vente
- Amélioration des communications avec les partenaires fournisseurs

PRIORITÉS POUR 2016

- Maintenir des niveaux de service élevés et l'excellence du service à la clientèle
- Continuer de soutenir nos clients grossistes dans leur croissance
- Introduire graduellement le nom FinishMaster au Canada, en priorisant à court terme sur les marchés de l'Ontario et des Prairies
- Réviser en profondeur la stratégie de marque et déployer la bannière Bumper to Bumper à l'échelle nationale
- Poursuivre la croissance du réseau de magasins corporatifs grâce à des acquisitions stratégiques
- Élargir davantage nos gammes de produits privées grâce à l'innovation
- Accroître l'engagement des employés



Taille estimée du
marché secondaire
de l'automobile
disponible au
Canada



Part de marché
de Automotive
Canada



Ateliers de
réparation et
de carrosserie



Clients
indépendants

DISTRIBUTION DE PEINTURE ET ACCESSOIRES CONNEXES AU CANADA

Grâce à l'ensemble de notre réseau de grossistes indépendants et de magasins corporatifs, nous faisons également partie du plus grand centre d'ateliers de carrosserie au Canada. Nous leur offrons notre éventail complet de gammes de produits de marques nationales ou privées de peinture et d'accessoires :

- 152 ateliers Carrossier ProColor
- 71 ateliers Color Plus
- Plus de 300 ateliers de carrosserie CSN Collision & Glass

PERSPECTIVES DE CROISSANCE FAVORABLES

On s'attend à ce que la taille du marché secondaire canadien de l'automobile croisse de 2,9 % en 2016, offrant à Automotive Canada une plateforme de croissance solide à long terme. Plusieurs indicateurs économiques liés à l'industrie contribuent à ces perspectives encourageantes :

- Augmentation de la durée de vie des véhicules
- Augmentation de la taille du parc de véhicules canadien
- Vieillesse du nombre de record de nouveaux véhicules vendus au cours des dernières années
- Croissance continue du nombre de kilomètres parcourus au Canada
- Augmentation de la durée de la propriété des véhicules
- Augmentation de la durée des prêts-autos

¹Source: DesRosiers Automotive Consultants Inc.; Registration Data, IHS Automotive, sondage mené par Polk, 2013, 2014.

²Source: Données internes de l'entreprise.



Centres de distribution

10

Plus de
3100

Ateliers de réparation et bannières véhiculent notre nom au Canada

42

Magasins corporatifs

NOS MARQUES

Nous sommes fiers d'offrir à nos clients la possibilité d'acheter une combinaison des produits suivants :

- des produits de marques nationales recherchées, reconnus pour agir aussi efficacement que les pièces d'équipement originales, afin de permettre à nos clients d'offrir des pièces de grande qualité, fabriquées par les plus grands manufacturiers du monde;
- nos produits complémentaires de marques privées, conçus pour répondre aux besoins et pour s'adapter au budget des clients à la recherche de prix concurrentiels sans faire de compromis sur la qualité.

Cooling Depot

Cooling Depot est le programme de climatisation de Uni-Sélect. En 2015, nous avons donné un nouveau positionnement à la marque et avons fait subir une cure de rajeunissement au programme de vente.

MÄKTIG

Lancée en 2014 avec deux gammes de produits, MÄKTIG constitue déjà une marque populaire dans le domaine des outils et de l'équipement. En 2015, nous avons ajouté plusieurs nouvelles catégories de produits, mis en ligne un nouveau site Web et accéléré nos investissements dans le développement et la mise en marché de la marque.

Purezone

En 2015, nous avons lancé la marque Purezone, qui propose, à des prix concurrentiels, des produits destinés à tous les types de moteurs et

de transmissions, et ce, dans tous les segments du marché – automobiles, camions, bateaux et machinerie agricole.

Worldparts

Lancée en 2013, Worldparts est la marque de produits de grande qualité de Uni-Sélect, offerts à prix concurrentiel, dans les domaines des freins, des pièces de freins, des moyeux et des coussinets, ainsi que d'autres catégories de pièces. En 2015, nous avons repensé la stratégie de marque, avons investi dans le marketing et avons lancé deux nouvelles gammes de produits (pompes à eau et câbles de freins), autant de facteurs qui ont contribué aux résultats très solides que Worldparts a affichés cette année.

NOS BANNIÈRES REGROUPANT LES ATELIERS D'INSTALLATEURS

Uni-Sélect aide les ateliers à gérer leur entreprise à leur guise, tout en leur permettant de bénéficier de la puissance d'un réseau national. Voici nos bannières et programmes :

- Auto-Select
- Uni-Pro
- SelectAutoXpert (SAX)

4050

Nombre d'ateliers et de magasins canadiens qui ont adhéré à l'un des programmes de la bannière Uni-Sélect : Auto Parts Plus, Auto-Plus, Bumper to Bumper, Auto Select, Uni-Pro, SAX et Carrossier ProColor.

L'ÉQUIPE UNI-SÉLECT

Tous ensemble, les 2 700 membres de notre équipe sont animés d'un engagement exceptionnel envers l'atteinte de notre mission d'être le distributeur de choix dans le marché secondaire de l'automobile et de créer de la valeur pour nos clients, fournisseurs et actionnaires.

AU COEUR DE NOTRE RÉUSSITE : NOTRE ÉQUIPE

L'une des plus grandes forces de Uni-Sélect est son équipe. En effet, dans une industrie aussi compétitive que le marché secondaire de l'automobile en Amérique du Nord, on peut présumer qu'un compétiteur pourrait éventuellement reproduire notre réseau de distribution, développer un solide portefeuille de bannières et de marques, ainsi qu'acquérir et mettre en place un progiciel de gestion intégré et une plate-forme d'échange de données informatisées. On ne peut cependant copier ce qui distingue Uni-Sélect, à savoir les femmes et les hommes et qui composent notre équipe.

Maintenir cette force unique et générer une croissance rentable par le développement de nos employés sont au coeur de nos priorités. Plus particulièrement, Uni-Sélect est plus que jamais déterminée à accélérer l'intégration des nouveaux employés et de ceux ayant récemment été promus, à propulser le développement de nos talents et à créer de la relève afin d'assurer une stabilité au sein des fonctions clés de l'entreprise.

C'est cette structure optimale que nous avons développée qui nous permet de repérer, d'embaucher, de former et de fidéliser les meilleurs talents de l'industrie pour l'ensemble des fonctions de l'entreprise. Nous travaillons constamment à la perfectionner et nous sommes convaincus que la recette de notre réussite est sans égale.



Annie Hotte
Chef du capital humain, Uni-Sélect

LA MEILLEURE ET LA PLUS ENGAGÉE DES ÉQUIPES

L'année 2015 a entre autres été marquée par la vente des actifs d'Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc. Pour les collègues de Uni-Sélect de tous les niveaux de l'organisation, une transaction aussi importante aurait pu constituer une source majeure de distraction.

Toutefois, en grande partie grâce à une planification efficace et une communication fluide et transparente, nous sommes parvenus à conserver tous nos employés clés lors du processus et à faire en sorte que les activités de la Société se poursuivent sans interruption et sans répercussions à nos clients, fournisseurs et autres partenaires d'affaires.

« La culture d'une organisation reflète souvent le type de leadership adopté par les membres de la direction. Chez Uni-Sélect, nous voulons que nos dirigeants soient une source d'inspiration, qu'ils fassent preuve de transparence et de rendement, et qu'ils soient à l'écoute des besoins de leurs clients et collègues. »

Annie Hotte



UN NOUVEAU CODE DE LEADERSHIP

L'évolution de notre culture d'entreprise sous la direction du nouveau président et chef de la direction de la Société et des nouveaux membres de la haute direction a amené une nouvelle approche de gestion axée sur une croissance rentable reposant sur le développement des talents.

Nous avons récemment adopté un nouveau code de leadership ayant pour but de définir le rendement à Uni-Sélect. Ce nouveau code de leadership représente beaucoup plus que de simples principes moraux pour les membres de l'équipe de Uni-Sélect. Il façonne spécifiquement une culture de rendement basée sur un service exceptionnel et une croissance équilibrée et profitable.

Notre rôle en tant que leader est de guider les membres de notre équipe à bâtir une vision, à l'aligner pour que tout le monde évolue dans la même direction et finalement, à devenir des modèles qui inspirent le groupe de mettre à profit ses talents tout en concrétisant cette vision.

Nous voulons que les membres de notre équipe soient engagés, ouverts, motivés et mobilisés.

En plus de développer notre leadership, nous avons investi afin d'améliorer l'environnement de travail des membres de notre équipe. Dans plusieurs de nos bureaux et centres de distribution, nous avons rénové les espaces de travail, revu les aires de repas et de relaxation pour les employés et repensé la configuration des aires de travail et des salles de réunion afin d'en faire des environnements plus collaboratifs.

DEVENIR L'EMPLOYEUR DE CHOIX DANS L'INDUSTRIE

Plus que jamais, les collègues de Uni-Sélect sont au cœur de notre réussite. Ils contribuent à modeler et à renforcer nos relations à long terme avec nos clients et nos fournisseurs tout en veillant à apporter une valeur ajoutée incomparable au marché secondaire de l'automobile.

Alors que nous amorçons l'année 2016, nous avons pour objectif de devenir l'employeur de choix de l'industrie. Uni-Sélect est doté d'une culture d'entreprise forte et chacun des collègues qui la véhiculent au quotidien contribue à atteindre notre objectif commun : stimuler une croissance rentable.

Annie Hotte

Chef du capital humain, Uni-Sélect

BÂTIR DES COMMUNAUTÉS PLUS SOLIDES

Pour chacun des 2 700 membres de l'équipe de Uni-Sélect, redonner aux communautés où nous vivons, travaillons et servons nos clients constitue plus qu'un simple engagement ou qu'une responsabilité à assumer; cela fait partie intégrante de notre vision et constitue un élément clé de la manière dont nous faisons des affaires.

Axé sur l'aide aux personnes moins privilégiées et sur un engagement à assurer le succès de nos clients dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, notre soutien à la collectivité s'exprime de trois manières: participer activement à des activités philanthropiques, donner de notre temps en faisant du bénévolat pour des organismes à but non lucratif et stimuler l'entrepreneuriat en donnant accès à nos meilleurs professionnels.

PARTENAIRE D'ACTIVITÉS PHILANTHROPIQUES

Chaque année, nous nous faisons un devoir de redonner à nos communautés sous la forme de dons et de commandites visant à soutenir des causes partout aux États-Unis et au Canada. Nous sommes fiers d'avoir participé en 2015 à plusieurs projets et activités dans nos collectivités, dont voici quelques exemples:

- Tel-Jeunes est un organisme canadien à but non lucratif qui offre un service d'écoute, de soutien et d'information par des intervenants professionnels, en ligne ou par téléphone, jour et nuit, aux enfants et aux jeunes adultes de 5 à 20 ans. En novembre dernier, le président et chef de l'exploitation de Automotive Canada a été président d'honneur de la 10^e Soirée Tel-Jeunes de Montréal, qui a permis d'amasser plus de 121 000 \$ CA.
- Depuis maintenant huit ans, à l'occasion de son tournoi de golf annuel, Uni-Sélect apporte son soutien aux programmes d'aide de la Fondation MIRA, destinés à aider les personnes vivant avec une ou de multiples déficiences en leur offrant des chiens-guides pour répondre à leurs besoins particuliers. Cette année, Uni-Sélect a donné un total de 110 000 \$ CA à MIRA.
- L'équipe de FinishMaster a participé activement au 19^e *Annual Children's Classic at Sanctuary*, qui s'est tenue en juillet. Ce tournoi de golf visant à soutenir le Children's

Hospital of Colorado a aidé à amasser plus de 200 000 \$US pour la recherche en pédiatrie.

- Avec notre bannière ProColor, nous avons soutenu la création d'un nouveau circuit de compétition de natation en eaux libres pour les 15-26 ans. Les compétitions ont eu lieu lors des activités entourant la traversée des lacs Saint-Jean, Memphrémagog et Mégantic, au Québec.

FAIRE DU BÉNÉVOLAT POUR SOUTENIR LES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF

Les membres de notre équipe sont les premiers à incarner l'engagement de Uni-Sélect envers la communauté et nous nous assurons de reconnaître cette implication. Nous encourageons continuellement nos employés à faire du bénévolat dans leur milieu et à donner du précieux temps aux personnes dans le besoin.

- Il arrive que le bénévolat prenne une forme différente. Cela a été le cas pour deux collègues d'Uni-Sélect, qui ont participé en avril dernier à l'édition 2015 du rallye Rose des Andes en Argentine, au bénéfice de l'organisme communautaire Enfants du Désert, dont les activités se concentrent sur l'équithérapie destinée aux enfants handicapés.
- En juin dernier, au Michigan, des collègues de FinishMaster et les membres de leur famille ont fait équipe avec Habitat pour l'humanité, afin d'aider une famille à améliorer ses conditions de logement.
- À Noël, en Indiana, nous avons fait équipe avec United Way (pour la dixième année de suite) et Toys for Tots afin d'amasser de la nourriture et des jouets à notre bureau d'Indianapolis. Nous avons fièrement distribué ces denrées et ces jouets à la communauté locale, afin de faire en sorte que les enfants et les familles dans le besoin aient une agréable période des Fêtes.

SOUTENIR NOS CLIENTS DANS LE SUCCÈS DE LEURS ACTIVITÉS

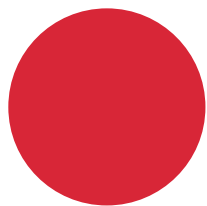
L'entrepreneuriat est une vocation que nous admirons profondément et il ne fait aucun doute que nos clients grossistes sont au coeur de nos réalisations passées, présentes et futures en tant qu'entreprise. Nous estimons par conséquent que nous avons la responsabilité de leur offrir des solutions et des programmes de soutien qui leur permettront d'assurer la croissance de leur entreprise et d'atteindre leur plein potentiel.

La création d'un centre de formation mobile offrant à nos clients le soutien dont ils ont besoin, peu importe où ils se trouvent, est un excellent exemple du succès de l'engagement que nous avons pris. En 2015, 1 077 participants originaires de 36 villes différentes ont participé à 127 journées de formation offertes par nos propres professionnels, dans le but d'aider ceux-ci à apprivoiser les outils nécessaires pour connaître du succès. Nous espérons ardemment continuer à imaginer de nouveaux moyens de les motiver et de leur apporter une aide précieuse.

ÉVOLUER DANS UNE INDUSTRIE DURABLE

Au cours des dix dernières années, la moyenne d'âge des véhicules aux États-Unis et au Canada a augmenté de plus d'une année complète, ce qui signifie également que les automobilistes peuvent faire plus de kilométrage avec leur voiture. En offrant des services d'entretien et de réparation, nos fournisseurs, nos clients et nous-mêmes contribuons directement à prolonger le cycle de vie des véhicules, et ce, pièce par pièce et un contrat de peinture à la fois. Uni-Sélect recycle également des produits industriels comme de l'huile usée, des filtres, des liquides frigorigènes, des piles, des organes internes des voitures et des emballages usagés.

Il est gratifiant d'évoluer dans le marché secondaire de l'automobile, car nous avons la possibilité d'offrir aux conducteurs une solution de rechange durable leur permettant d'utiliser leur voiture aussi longtemps que possible!

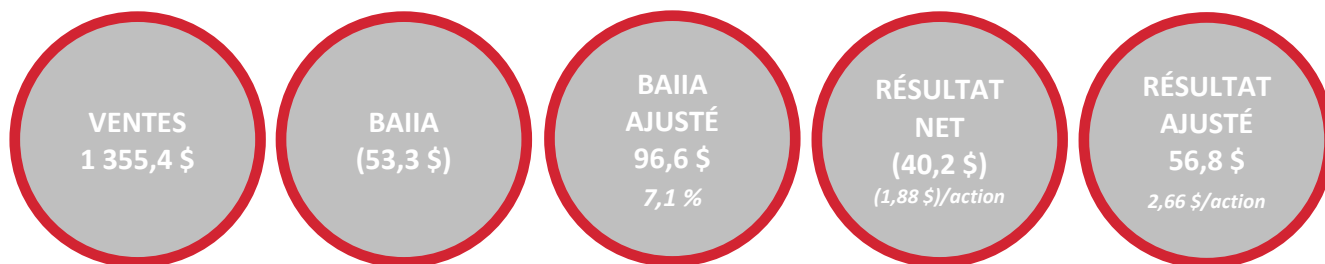


RAPPORT DE GESTION 2015

Faits saillants	18
Commentaires préalables au rapport de gestion	19
Profil et description	20
Revue opérationnelle des 3 derniers exercices	20
Impact de la vente des actifs nets	23
Plan d'action	23
Analyse des résultats consolidés	24
Analyse des résultats par secteur	31
Flux de trésorerie	34
Financement	35
Structure de capital	37
Structure financière	40
Opérations entre parties liées	41
Gestion des risques	41
Changements de méthodes comptables	45
Utilisation d'estimations et recours au jugement	46
Mesures financières autres que les IFRS	48
Données sur le taux de change	49
Effacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière	50
Perspectives	51

FAITS SAILLANTS

(En millions de \$US, à l'exception des pourcentages et des montants par action)



Note : Le 1er juin 2015, la Société a conclu la vente de la quasi-totalité des actifs (« actifs nets ») de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Par conséquent, le résultat actuel inclut cinq mois des activités des actifs vendus contrairement aux données comparatives de 2014.

- Diminution des ventes consolidées de 24,0 %, principalement en raison de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. et de la faiblesse du dollar canadien, en partie contrebalancée par les ventes des acquisitions récentes et la croissance organique. Le secteur des produits automobiles et le secteur de la peinture et produits connexes ont respectivement généré une croissance organique de 1,8 % et 3,3 %, entraînant une croissance organique consolidée de 2,6 %.
- BAIIA de (53,3 \$) (incluant la dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets de 145,0 \$ et les frais de restructuration et autres de 5,3 \$) comparativement à 105,5 \$ en 2014. La marge du BAIIA ajusté a augmenté de 0,9 % passant de 6,2 % à 7,1 % des ventes, bénéficiant de la vente des actifs nets, lesquels généraient une marge du BAIIA moins élevée que celle des activités restantes. La performance des activités restantes et les acquisitions d'entreprises rentables ont aussi contribué à cette amélioration.
- Résultat net de (40,2 \$) (incluant la dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs, nets d'impôts de 93,5 \$ et les frais de restructuration et autres, nets d'impôts de 4,0 \$) comparativement à 50,1 \$ en 2014. Le résultat ajusté de 56,8 \$ a augmenté de 2,8 %, la performance des activités restantes ayant compensé l'impact de la vente des actifs nets.
- Flux de trésorerie disponibles de 78,5 \$, comparativement à 83,6 \$ en 2014. La variance est principalement attribuable à un niveau supérieur d'investissements en immobilisations lié à de l'équipement automobile ainsi qu'à un nouvel entrepôt qui faisaient partie des actifs nets vendus.
- Augmentation des stocks de 47,6 \$ (excluant l'impact de la vente des actifs nets, des acquisitions et de la faiblesse du dollar Canadien) afin de supporter la culture centrée sur le client, selon laquelle la Société se dévoue à offrir le bon produit, au bon endroit, quand le client en a besoin. Les achats stratégiques pour tirer avantage de bénéfices additionnels avant les hausses de prix prévues ont aussi contribué au niveau plus élevé des stocks.
- Trésorerie nette principalement utilisée pour les acquisitions d'entreprises, qui ont ajouté 34 magasins au réseau, ainsi que pour les investissements dans les stocks. Au 31 décembre 2015, la Société était essentiellement libre de dettes, avec une position de trésorerie nette de 1,1 \$ et disposait d'une facilité de crédit de 321,0 \$ non utilisée afin de poursuivre son expansion, notamment par voie d'acquisitions d'entreprises.

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour les périodes closes le 31 décembre 2015 en comparaison avec les périodes closes le 31 décembre 2014 et sur la situation financière au 31 décembre 2015 en comparaison au 31 décembre 2014. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2015. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 10 février 2016, date de l'approbation et d'autorisation pour publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la Direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site de SEDAR à sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc., ses filiales, divisions et coentreprises, ou l'une d'entre elles.

À moins d'une indication contraire, les données financières présentées dans ce rapport de gestion, dont celles incluses au sein des tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'actions. Les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers contenus dans le présent rapport de gestion ont été produits selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect. Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de la Société et les attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques ». En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Direction n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de définitions normalisées en vertu des IFRS et ne sont pas comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société considère que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

PROFIL ET DESCRIPTION

Uni-Sélect est un chef de file nord-américain de la distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes et un leader canadien de la distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile. Ses plus de 2 700 employés répartis dans 13 centres de distribution et plus de 220 magasins corporatifs se dévouent à offrir à leurs clients le bon produit, au bon endroit, quand ils en ont besoin. De plus, Uni-Sélect offre des solutions évoluées et un service de premier ordre afin de contribuer au succès de ses clients. Aux États-Unis, FinishMaster, Inc., une filiale de Uni-Sélect, opère un réseau de magasins corporatifs de produits de revêtement automobile d'un bout à l'autre du pays sous la bannière FinishMaster et dessert plus de 6 000 ateliers de carrosserie. La filiale canadienne d'Uni-Sélect pour les produits destinés au marché secondaire de l'automobile et les produits de revêtement automobile soutient un réseau national de plus de 1 150 grossistes indépendants et magasins corporatifs, dont plusieurs opèrent sous les programmes de bannières de Uni-Sélect incluant Auto Parts Plus®, Auto Plus® et Bumper to Bumper®. Au Canada, Uni-Sélect soutient plus de 3 900 ateliers et magasins à travers les bannières d'ateliers de réparation/installation, incluant Auto Select®, Uni-Pro®, et SAX (Select Auto Xpert), ainsi que sa bannière de revêtement automobile, Carrossier ProColor®. Le siège social de Uni-Sélect est situé à Boucherville, Québec, Canada et ses actions se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole UNS.

REVUE OPÉRATIONNELLE DES 3 DERNIERS EXERCICES

Propulsée par l'expérience client, la Société a mis l'accent sur l'optimisation de son réseau de distribution, la poursuite de sa croissance, l'amélioration de son efficacité ainsi que de sa rentabilité et ultimement la création de valeur à ses actionnaires.

Parmi les initiatives et réalisations importantes de la Société, nous retrouvons :

- optimiser et consolider le réseau de distribution selon le Plan d'action et éventuellement la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc.;
- implanter des systèmes performants, dont le développement et le déploiement du progiciel de gestion intégré (PGI) et autres technologies; et
- mettre l'accent sur l'expérience client avec de nouvelles stratégies de bannières, des solutions adaptées aux installateurs et une plus grande diversité de produits.

Ces activités, et en particulier la vente des actifs nets, ont permis à la Société de rembourser ses dettes. La Société est en bonne position pour accélérer sa croissance par acquisitions et renforcer sa position de leadership dans les secteurs de produits automobiles et de peinture et produits connexes.

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS CHOISIS

	2015	2014	2013
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
Ventes	1 355 434	1 784 359	1 788 085
BAlIA ⁽¹⁾	(53 322)	105 456	57 199
BAlIA ajusté ^{(1) (2)}	96 603	111 442	101 185
Marge du BAlIA ajusté	7,1 %	6,2 %	5,7 %
Frais de restructuration et autres	5 328	(1 931)	35 180
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	144 968	-	-
Résultat net	(40 221)	50 125	21 328
Résultat ajusté ⁽²⁾	56 839	55 271	50 660
Flux de trésorerie disponibles	78 532	83 610	72 405
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE			
Résultat net	(1,88)	2,36	1,00
Résultat ajusté	2,66	2,60	2,37
Dividende (\$CAN)	0,63	0,58	0,52
Valeur comptable par action	20,26	24,18	22,99
Nombre d'actions en circulation	21 567 879	21 215 759	21 263 669
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 388 795	21 253 921	21 411 277
SITUATION FINANCIÈRE			
Fonds de roulement	228 774	343 934	417 465
Total des actifs	835 150	1 190 305	1 205 891
Endettement total net	-	260 240	277 658
Total des capitaux propres	436 978	512 996	488 755
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens	12,0 %	10,9 %	9,8 %

⁽¹⁾ Le BAlIA représente le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

⁽²⁾ Le BAlIA et le résultat net ont été ajustés des frais que la Société juge non caractéristiques des opérations régulières. Ces frais sont exclus afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

Une analyse plus détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état consolidé de la situation financière entre les exercices 2015 et 2014 est fournie dans les rubriques suivantes. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état consolidé de la situation financière entre les exercices 2014 et 2013 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2014, disponible sur le site de SEDAR sedar.com.

EXERCICE 2015

Vente des actifs nets et libre de dettes

La Société continue de mettre l'accent sur la croissance de ses principales unités d'affaires afin de renforcer leur position de leader et a annoncé, le 9 février 2015, une entente visant la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Le 1er juin 2015, la Société a conclu la vente de ces actifs nets.

À la suite de l'annonce de l'entente, la Société a rationalisé ses activités corporatives, accéléré la réduction de la dette et est maintenant en position de trésorerie nette. Par conséquent, la Société a annoncé son intention de poursuivre sa croissance à l'aide des acquisitions afin de tirer profit de sa position financière avantageuse.

Le modèle d'affaires qui inclut des magasins corporatifs au Canada, fut un tournant en 2015; 27 magasins ont déjà été acquis en cours d'année. Le secteur de la peinture et des produits connexes a aussi été actif avec sept acquisitions complétées en cours d'année. Ces acquisitions ajoutent 34 magasins au réseau.

Les résultats de la période découlent des diverses initiatives prises par la Société. La croissance organique de 2,6 % est le résultat de l'approche centrée sur le client, procurant une expérience client supérieure. La marge du BAIIA ajustée s'est quant à elle améliorée de 0,9 % bénéficiant notamment de la vente des actifs nets, de la performance des opérations restantes ainsi que de la rentabilité des entreprises acquises.

EXERCICE 2014

Restructuration et réduction de la dette

La Société poursuit l'exécution de son Plan d'action afin d'optimiser ses opérations en réduisant le niveau de ses stocks et en réalisant ses objectifs de réduction de coûts.

La Société a amélioré sa rentabilité en tirant avantage du Plan d'action, des initiatives de réductions de coûts en cours et de l'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement. La Société a aussi profité de ses solutions technologiques et des outils additionnels pour gérer ses activités quotidiennes et obtenir de l'information en temps réel sur les opérations et les inventaires, ce qui a permis de réduire les temps de réponse. La Société a ainsi été en mesure d'améliorer son BAIIA ajusté comparativement à l'exercice précédent.

La croissance organique est marquée par les efforts de recrutement de nouveaux clients, l'adhésion intensifiée aux programmes de bannières et par les occasions d'affaires dans le secteur de la distribution de peinture. Par-dessus tout, la Société vise à améliorer l'expérience et la satisfaction de ses clients grâce à une offre de produits sélectionnés et des solutions personnalisées.

L'amélioration de la rentabilité combinée avec l'optimisation de nos contrôles sur la trésorerie ont permis à la Société de réduire sa dette de 80 698 \$, en excluant les débetures convertibles de 44 525 \$ et les acquisitions nettes d'entreprise de 18 735 \$. Le 11 décembre 2014, la Société a annoncé le rachat de ses débetures convertibles pour fins d'annulation le 1er février 2015.

EXERCICE 2013

Options stratégiques, restructuration, technologie et réduction de la dette

La Société a complété la révision formelle de ses options stratégiques centrées sur ses opérations américaines afin de créer davantage de valeur pour ses actionnaires. Le Conseil d'administration a décidé d'élargir la portée du plan initial d'optimisation annoncé en 2012.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 31 680 \$ liés à la fermeture et à la consolidation de certains emplacements, qui incluaient la liquidation de stocks excédentaires de 10 423 \$, les coûts de fermeture des emplacements de 4 966 \$, les indemnités de départ des employés de 4 254 \$, la comptabilisation des obligations futures liées à des baux de 8 422 \$ et la dévaluation de certains actifs à leur valeur de réalisation nette pour 3 615 \$. La Société a aussi comptabilisé une radiation de 3 500 \$ dans la valeur de certains logiciels qui ne seront plus utilisés dans ses opérations. Le total des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres s'élève à 35 180 \$.

L'exercice 2013 est marqué par la finalisation du déploiement du PGI à la suite de l'implantation avec succès des deux dernières vagues. Le PGI permet une amélioration du service à la clientèle, une précision accrue des données, une harmonisation et une amélioration des processus opérationnels, et par conséquent, de toutes les opérations.

Les flux de trésorerie disponibles générés par le BAIIA combinés à une saine gestion du fonds de roulement ont permis une réduction de la dette de 31 609 \$, après avoir racheté 6 408 \$ d'actions en circulation.

IMPACT DE LA VENTE DES ACTIFS NETS

Le 9 février 2015, la Société a conclu une entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc.

La Société a comptabilisé une charge de dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets de 144 968 \$ relative à l'entente. Ce montant comprend la dépréciation d'actifs incorporels (principalement des logiciels et relations clients) pour 65 398 \$ et la dépréciation d'une portion du goodwill pour 57 715 \$. La Société a également comptabilisé des frais de transaction de 21 855 \$.

Le 1er juin 2015, la Société a conclu la vente des actifs nets. Au 31 décembre 2015, le produit net s'élevait à 321 001 \$, comportant un remboursement à l'acheteur de 469 \$, payé subséquemment en janvier 2016. Avant la disposition, les actifs nets étaient inclus dans le secteur des produits automobiles aux fins de présentation d'information financière par secteur.

À la suite de l'annonce de l'entente et afin de rationaliser ses activités corporatives, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres pour des indemnités de départ de 4 918 \$ et pour des contrats déficitaires de 2 876 \$. La Société a aussi comptabilisé 440 \$ pour relocaliser certaines locations pour un total de frais de restructuration et autres de 8 234 \$.

Au 31 décembre 2015, 3 983 \$ de ces frais sont présentés à titre de passif courant dans la « provision pour les frais de restructuration et autres » dans les états consolidés de la situation financière de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)*

PLAN D'ACTION

Le Plan d'action s'est terminé lors de la clôture de la vente des actifs nets mentionnée ci-dessus. Par conséquent, la Société a renversé la provision restante et a revu les changements d'estimations suivants : une diminution des coûts de fermeture des emplacements de 1 056 \$ et des obligations futures liées à des baux de 1 850 \$. L'impact total de 2 906 \$ a été comptabilisé en réduction des frais de restructuration et autres dans les états consolidés des résultats.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les données en dollars de 2015 varient comparativement à celles de 2014, puisque la période de douze mois de 2015 comprend seulement cinq mois d'activités des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. vendus le 1er juin 2015. Les explications fournies sont basées sur le pourcentage des ventes.

VENTES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
États-Unis	153 558	311 467	918 078	1 304 692
Canada	105 663	115 717	437 356	479 667
Ventes	259 221	427 184	1 355 434	1 784 359
Ventes des actifs nets vendus	-	(169 592)	(299 267)	(731 266)
Ventes nettes des ventes des actifs nets vendus	259 221	257 592	1 056 167	1 053 093
		%		%
Variance des ventes	1 629	0,6	3 074	0,3
Impact de la dépréciation du dollar canadien	17 518	6,8	66 491	6,3
Établissements fermés ou vendus	100	0,0	245	0,0
Impact des actifs nets vendus ⁽¹⁾	(1 405)	(0,5)	(10 771)	(1,0)
Acquisitions et autres	(11 170)	(4,3)	(31 872)	(3,0)
Croissance organique consolidée	6 672	2,6	27 167	2,6

⁽¹⁾ Représente la variation des ventes faites aux clients qui appartenaient aux actifs nets vendus et qui étaient éliminées aux fins de consolidation avant le 1er juin 2015.

QUATRIÈME TRIMESTRE	PÉRIODE DE DOUZE MOIS
Excluant les ventes des actifs nets vendus, les ventes ont augmenté de 0,6 % comparativement au trimestre correspondant de 2014. La croissance organique, les ventes des acquisitions récentes ainsi que l'impact des actifs nets vendus ont surpassé l'impact de la dépréciation du dollar canadien, pénalisant les ventes de 17 518 \$ ou 6,8 %. La croissance organique consolidée de 2,6 % provient du recrutement des nouveaux clients dans le secteur de la peinture et produits connexes combiné au développement d'une stratégie centrée sur le client dans le secteur des produits automobiles et aux augmentations de prix.	Excluant les ventes des actifs nets vendus, les ventes ont augmenté de 0,3 % comparativement à la période correspondante de 2014 et reflètent les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre. La dépréciation du dollar canadien a eu un impact de 66 491 \$ ou 6,3 %. La croissance organique consolidée de 2,6 % provient également des mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

MARGE BRUTE

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Marge brute	77 532	131 553	402 617	533 375
<i>En % des ventes</i>	29,9 %	30,8 %	29,7 %	29,9 %

QUATRIÈME TRIMESTRE

La diminution de 0,9 % de la marge brute en pourcentage des ventes, comparativement au trimestre correspondant de 2014, est principalement attribuable à la vente des actifs nets qui avaient une marge brute, en pourcentage des ventes, plus élevée que les activités restantes ainsi qu'à un mix de clients défavorable dans le secteur de la peinture et produits connexes.

Ces facteurs ont partiellement été contrebalancés par :

- des acquisitions d'entreprises rentables dans les deux secteurs ; et
- un mix favorable des canaux de distribution et des produits ainsi qu'une amélioration des conditions d'achats dans le secteur des produits automobiles.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La marge brute a diminué de 0,2 % en pourcentage des ventes, comparativement à la période correspondante de 2014.

La vente des actifs nets qui avaient une marge brute en pourcentage des ventes plus élevée que les activités restantes et le mix de clients défavorable dans le secteur de la peinture et produits connexes expliquent principalement la diminution.

Ces facteurs sont partiellement contrebalancés par :

- des bénéfices additionnels sur des achats stratégiques par les deux secteurs ;
- de meilleures conditions d'achat dans le secteur de la peinture et produits connexes ;
- un mix favorable des canaux de distribution et des produits dans le secteur des produits automobiles ; et
- des acquisitions rentables.

AVANTAGES DU PERSONNEL

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Avantages du personnel	42 272	70 690	213 666	283 085
<i>En % des ventes</i>	16,3 %	16,5 %	15,8 %	15,9 %

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, se sont améliorés de 0,2 % comparativement au trimestre correspondant de 2014 en raison de la vente des actifs nets.

Cette amélioration est contrebalancée par :

- une augmentation de la rémunération à base d'actions en lien avec l'appréciation du prix de l'action ainsi qu'aux incitatifs à court terme;
- une augmentation des réclamations médicales dans le secteur de la peinture et produits connexes.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, se sont améliorés de 0,1 % comparativement à la période correspondante de 2014.

L'impact positif de la vente des actifs nets a été contrebalancé par une diminution de la productivité au sein des activités vendues au cours du deuxième trimestre ainsi que par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Autres dépenses d'exploitation	11 936	35 527	91 977	146 765
<i>En % des ventes</i>	4,6 %	8,3 %	6,8 %	8,2 %

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les autres dépenses d'exploitation ont diminué de 3,7 % en pourcentage des ventes, comparativement au trimestre correspondant de 2014. Cette amélioration provient principalement de la vente des actifs nets, qui avaient des dépenses en pourcentage des ventes plus élevées que les activités restantes ainsi que des gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises. Cette amélioration a été partiellement contrebalancée par des dépenses additionnelles relatives aux acquisitions récentes.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont diminué de 1,4 % comparativement à la période correspondante de 2014. Cette amélioration provient principalement des mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre. La réingénierie des routes de livraison et la diminution du prix de l'essence des actifs vendus, au cours de leurs cinq mois d'activités, ont aussi contribué à la diminution.

FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Frais de restructuration et autres	1 932	(1 931)	5 328	(1 931)

QUATRIÈME TRIMESTRE

La Société a comptabilisé des frais additionnels de restructuration et autres relatifs principalement à des contrats de technologie de l'information déficitaires.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La Société a comptabilisé 8 234 \$ de frais relativement à la rationalisation des activités corporatives qui ont été partiellement compensés par un renversement de 2 906 \$ relatif au Plan d'action qui a pris fin lors de la clôture de la vente des actifs nets.

(Pour plus de renseignements, voir la section précédente « Impact de la vente des actifs nets » ainsi que la note 4 aux états financiers consolidés.)

DÉPRÉCIATION ET FRAIS DE TRANSACTION RELATIFS À LA VENTE DES ACTIFS NETS

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	(2 578)	-	144 968	-

Ces frais sont relatifs à la vente des actifs nets. Ces frais incluent une dépréciation des immobilisations incorporelles (principalement des logiciels et relations clients) pour un montant de 65 398 \$ et une dépréciation d'une portion du goodwill pour un montant de 57 715 \$. La Société a aussi comptabilisé des frais de transaction relatifs de 21 855 \$. La Société a révisé ses frais de transaction au cours du quatrième trimestre, reflétant un renversement de 2 578 \$.

(Pour plus de renseignements, voir la section précédente « Impact de la vente des actifs nets » ainsi que la note 5 aux états financiers consolidés.)

BAIIA

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2015	2014	%	2015	2014	%
Résultat net	13 941	11 363		(40 221)	50 125	
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	5 213	4 131		(32 814)	12 660	
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	629	(617)		533	(2 346)	
Amortissement	3 334	8 355		13 174	31 685	
Charges financières, montant net	853	4 035		6 006	13 332	
BAIIA	23 970	27 267		(53 322)	105 456	
Frais de restructuration et autres charges	1 932	(1 931)		5 328	(1 931)	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	(2 578)	-		144 968	-	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises ⁽¹⁾	(3 301)	-		(3 301)	-	
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré (PGI) ⁽²⁾	-	-		-	414	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins ⁽³⁾	-	2 530		2 930	7 503	
BAIIA ajusté	20 023	27 866	(28,1)	96 603	111 442	(13,3)
Marge du BAIIA ajusté	7,7 %	6,5 %		7,1 %	6,2 %	

⁽¹⁾ Les gains nets résultent de la réévaluation, à la juste valeur, des titres de participation dans les coentreprises, détenus immédiatement avant l'obtention du contrôle.

⁽²⁾ Incluent les frais liés à la conversion des données, à la formation des employés et au déploiement dans les différents sites.

⁽³⁾ Correspondent principalement aux frais de manutention et de transport nécessaires au transfert des stocks.

QUATRIÈME TRIMESTRE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté de 1,2 % est une combinaison de :

L'amélioration de 0,9 % de la marge du BAIIA ajusté reflète les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

- la vente des actifs nets, qui avaient une marge du BAIIA plus faible que les activités restantes ;
- l'amélioration de la marge brute réalisée par les activités restantes ; et
- des acquisitions d'entreprises rentables.

Ces facteurs sont partiellement contrebalancés par une augmentation des incitatifs à court terme, de la rémunération à base d'actions et des réclamations médicales.

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Charges financières, montant net	853	4 035	6 006	13 332

QUATRIÈME TRIMESTRE

La diminution des charges financières comparativement au trimestre correspondant de 2014 est attribuable aux facteurs suivants :

- la réduction de la dette moyenne relativement au remboursement de la dette à la suite de la vente des actifs nets; et
- le rachat des débetures convertibles pour fins d'annulation le 1er février 2015.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La diminution des charges financières comparativement à la période correspondante de 2014 est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre ainsi qu'à la réduction des taux d'intérêt à la suite de l'amendement de la facilité de crédit rotatif à long terme et de la facilité de lettres de crédit, qui ont été signées au cours du dernier trimestre de 2014.

(Pour plus de renseignements, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)

AMORTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Amortissement	3 334	8 355	13 174	31 685

QUATRIÈME TRIMESTRE

La diminution de l'amortissement pour le trimestre est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- les actifs vendus le 1er juin 2015 relatifs à Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc.; et
- dans une moindre mesure, la portion des immobilisations incorporelles, relatives à l'acquisition de FinishMaster en janvier 2011, qui est maintenant complètement amortie.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La diminution de l'amortissement comparativement à la période correspondante de 2014 est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

(Pour plus de renseignements, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	(629)	617	(533)	2 346

QUATRIÈME TRIMESTRE

Le résultat généré par les investissements dans des coentreprises a diminué, comparativement au trimestre correspondant de 2014, puisque la Société a acquis la quote-part restante de toutes les coentreprises en 2015.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Le résultat généré par les investissements dans des coentreprises a diminué, comparativement à la période correspondante de 2014, puisque la Société a acquis la quote-part restante de toutes les coentreprises en 2015 en plus d'avoir disposé de sa participation dans une autre coentreprise en 2014.

CHARGE (RECouvreMENT) D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	5 213	4 131	(32 814)	12 660

QUATRIÈME TRIMESTRE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation des impôts comparativement au trimestre correspondant de 2014 est principalement attribuable à l'amélioration du résultat avant impôts ainsi qu'à des économies moins élevées provenant de la structure de financement, à la suite de la vente des actifs nets.

La variation des impôts comparativement à la période correspondante de 2014 est principalement attribuable à la dépréciation et aux frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets.

(Pour plus de renseignements, voir la note 8 aux états financiers consolidés.)

RÉSULTAT ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente une conciliation du résultat ajusté et du résultat par action ajusté :

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2015	2014	%	2015	2014	%
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	13 941	11 363		(40 221)	50 125	
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	1 406	(1 154)		4 026	(1 154)	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôts	(2 058)	-		93 529	-	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises, nets d'impôts	(2 245)	-		(2 245)	-	
Frais liés au développement et au déploiement du PGI, nets d'impôts	-	-		-	247	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession des magasins, nets d'impôts	-	2 539		1 750	5 478	
Impact du rachat pour fins d'annulation des débiteures convertibles, net d'impôts	-	575		-	575	
Résultat ajusté	11 044	13 323	(17,1)	56 839	55 271	2,8
Résultat net par action attribuable aux actionnaires, tel que présenté	0,65	0,54		(1,88)	2,36	
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	0,07	(0,05)		0,19	(0,05)	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôts	(0,10)	-		4,37	-	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises, nets d'impôts	(0,10)	-		(0,10)	-	
Frais liés au développement et au déploiement du PGI, nets d'impôts	-	-		-	0,01	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession des magasins, nets d'impôts	-	0,11		0,08	0,25	
Impact du rachat pour fins d'annulation des débiteures convertibles, net d'impôts	-	0,03		-	0,03	
Résultat par action ajusté	0,52	0,63	(17,5)	2,66	2,60	2,3

L'impact de la dépréciation du dollar canadien a été de 0,02 \$ sur le résultat par action comparativement au trimestre correspondant de 2014 et de 0,10 \$ comparativement à la période de douze mois correspondante.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

La Société réalise des profits dans chacun des trimestres. Historiquement, les ventes de la Société sont plus importantes au cours des deuxième et troisième trimestres comparativement aux premier et quatrième trimestres. Il convient toutefois de noter que les résultats nets de certains trimestres précis ont été affectés par des éléments non récurrents.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

	2015				2014			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes États-Unis ⁽¹⁾	153 558	162 040	281 227	321 253	311 467	339 501	343 127	310 597
Canada	105 663	114 189	127 072	90 432	115 717	125 907	135 563	102 480
	259 221	276 229	408 299	411 685	427 184	465 408	478 690	413 077
BAlIA	23 970	25 938	19 035	(122 265)	27 267	29 906	29 681	18 602
BAlIA ajusté	20 023	26 038	31 051	19 491	27 866	31 434	31 306	20 836
Marge du BAlIA ajusté	7,7 %	9,4 %	7,6 %	4,7 %	6,5 %	6,8 %	6,5 %	5,0 %
Frais de restructuration et autres ⁽²⁾	1 932	100	(1 730)	5 026	(1 931)	-	-	-
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets ⁽³⁾	(2 578)	-	13 544	134 002	-	-	-	-
Résultat net	13 941	15 747	12 373	(82 282)	11 363	14 842	15 532	8 388
Résultat ajusté	11 044	15 808	19 954	10 033	13 323	15 755	16 470	9 723
Résultat net de base par action	0,65	0,73	0,58	(3,88)	0,54	0,70	0,73	0,39
Résultat ajusté de base par action	0,52	0,73	0,94	0,47	0,63	0,74	0,77	0,46
Résultat net dilué par action	0,65	0,73	0,58	(3,84)	0,53	0,69	0,72	0,39
Dividende déclaré par action (\$CAN)	0,16	0,16	0,16	0,15	0,15	0,15	0,15	0,13
Taux de change moyen des résultats	0,75:1 \$	0,76:1 \$	0,81:1 \$	0,81:1 \$	0,88:1 \$	0,92:1 \$	0,92:1 \$	0,91:1 \$

⁽¹⁾ Affectées par la vente, le 1er juin 2015, des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc.

⁽²⁾ Le renversement des frais de restructuration et autres en 2015 est attribuable au Plan d'action qui s'est terminé lors de la clôture de la vente des actifs nets en juin 2015. Au cours de 2015, la Société a engagé d'autres charges pour rationaliser les activités corporatives ainsi que relocaliser certaines locations. (Pour plus de renseignements, voir les sections précédentes « Impact de la vente des actifs nets » ainsi que « Plan d'action ».)

⁽³⁾ Ces charges résultent de la dépréciation d'actifs incorporels (principalement des logiciels et relations clients), de la dépréciation d'une portion du goodwill ainsi que de frais de transaction. (Pour plus de renseignements, voir le section précédente « Impact de la vente des actifs nets ».)

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR

INFORMATION SECTORIELLE

À la suite de l'annonce de l'entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc. le 9 février 2015, la Société a revu sa structure opérationnelle en trois secteurs d'activités :

- 1) Produits automobiles : distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile dans le réseau canadien et américain incluant Beck/Arnley Worldparts, Inc., jusqu'à la clôture de la transaction le 1er juin 2015.
- 2) Peinture et produits connexes : distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc.
- 3) Corporatif et autres : correspond aux dépenses du siège social et aux autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

Les comparatifs correspondants ont été préparés pour les trois secteurs d'activités, en conformité avec l'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », au meilleur de la connaissance de la Société.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PRODUITS AUTOMOBILES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Ventes totales	105 663	285 310	736 623	1 210 934
Ventes des actifs nets vendus	-	(169 592)	(299 267)	(731 266)
Ventes nettes des ventes des actifs nets vendus	105 663	115 718	437 356	479 668
		%		%
Variance des ventes	(10 055)	(8,7)	(42 312)	(8,8)
Impact de la dépréciation du dollar canadien	17 518	15,1	66 491	13,9
Établissements fermés ou vendus	100	0,1	245	0,1
Acquisitions et autres	(4 872)	(4,2)	(15 978)	(3,4)
Ventes organiques consolidées	2 691	2,3	8 446	1,8

QUATRIÈME TRIMESTRE

Excluant les ventes des actifs nets vendus, les ventes ont diminué de 8,7 % comparativement au trimestre correspondant de 2014. La dépréciation du dollar canadien a impacté les ventes de 15,1 %. La croissance organique de 2,3 % ainsi que les ventes des acquisitions récentes ont partiellement compensé la baisse.

La croissance organique provient surtout de la stratégie centrée sur le client : accent sur les besoins des clients par région, amélioration de l'offre de produits et des augmentations de prix.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Excluant les ventes des actifs nets vendus, la diminution des ventes de 8,8 %, comparativement à la période correspondante de 2014, est principalement attribuable à l'impact de 13,9 % provenant de la dépréciation du dollar canadien, qui a été partiellement compensé par la croissance organique et les ventes des acquisitions récentes.

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2015	2014	%	2015	2014	%
BAIIA	13 019	13 369		(103 917)	52 811	
Frais de restructuration et autres	(433)	(1 931)		(3 339)	(1 931)	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	(2 214)	-		144 523	-	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises ⁽¹⁾	(3 301)	-		(3 301)	-	
Frais liés au développement et au déploiement du PGI ⁽²⁾	-	-		-	414	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins ⁽³⁾	-	2 530		2 930	7 503	
BAIIA ajusté	7 071	13 968	(49,4)	36 896	58 797	(37,2)
Marge du BAIIA ajusté	6,7 %	4,9 %		5,0 %	4,9 %	

⁽¹⁾ Ces gains nets ont été réalisés lors de la réévaluation à la juste valeur des titres de participations dans les coentreprises, détenus immédiatement avant l'obtention du contrôle.

⁽²⁾ Incluent les frais liés à la conversion des données, à la formation des employés et au déploiement dans les différents sites.

⁽³⁾ Correspondent principalement aux frais de transport et de manutention nécessaires au transfert de stocks.

QUATRIÈME TRIMESTRE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'amélioration de 1,8 % de la marge du BAIIA ajusté, comparativement au trimestre correspondant de 2014, est principalement reliée aux bénéfices de la vente des actifs nets ainsi qu'aux facteurs suivants des activités restantes :

- un mix favorable des canaux de distribution et des produits ;
- des conditions d'achat améliorées ; et
- des acquisitions d'entreprises rentables.

Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des incitatifs à court terme et la rémunération à base d'actions.

facteurs suivants des activités restantes :

- une marge brute améliorée avec des achats stratégiques et un mix favorable des canaux de distribution et des produits ; et
- des acquisitions d'entreprises rentables.

Ces facteurs positifs ont été contrebalancés par les cinq mois d'activités des actifs vendus, au cours desquels la productivité et les d'incitatifs des fournisseurs ont été plus faible qu'en 2014 ainsi que par l'augmentation des incitatifs à court terme et de la rémunération à base d'actions.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PEINTURE ET PRODUITS CONNEXES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Ventes avant ventes intersectorielles	153 558	144 641	623 901	585 743
Ventes intersectorielles	-	(2 767)	(5 090)	(12 318)
Ventes	153 558	141 874	618 811	573 425
		%		%
Variance des ventes	11 684	8,2	45 386	7,9
Impact des actifs nets vendus ⁽¹⁾	(1 405)	(1,0)	(10 771)	(1,9)
Acquisitions et autres	(6 298)	(4,4)	(15 894)	(2,7)
Croissance organique	3 981	2,8	18 721	3,3

⁽¹⁾ Représente la variation des ventes faites aux clients qui appartenaient aux actifs nets vendus et qui étaient éliminées aux fins de consolidation avant le 1er juin 2015.

QUATRIÈME TRIMESTRE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La croissance organique de 2,8 %, comparativement au trimestre correspondant de 2014, est le résultat du recrutement de nouveaux clients.

La croissance organique de 3,3 %, comparativement à la période correspondante de 2014, est le résultat du recrutement de nouveaux clients.

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2015	2014	%	2015	2014	%
BAIIA	16 378	16 441		69 991	61 604	
Frais de restructuration et autres	-	-		440	-	
BAIIA ajusté	16 378	16 441	(0,4)	70 431	61 604	14,3
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	10,7 %	11,6 %		11,4 %	10,7 %	

QUATRIÈME TRIMESTRE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA a diminué de 0,9 % comparativement au trimestre correspondant de 2014. Des réclamations de frais médicaux imprévues et un niveau de dépenses plus élevé dans les entreprises acquises ont plus que contrebalancé l'effet de levier des ventes provenant de la croissance organique.

L'amélioration de la marge du BAIIA de 0,7 % comparativement à la période correspondante de 2014 est principalement attribuable aux conditions d'achats améliorées et aux bénéfices additionnels sur des achats stratégiques ainsi qu'à l'effet de levier des ventes et aux acquisitions d'entreprises rentables.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – CORPORATIF ET AUTRES

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2015	2014	%	2015	2014	%
BAIIA	(5 427)	(2 543)		(19 396)	(8 959)	
Frais de restructuration et autres	2 365	-		8 227	-	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	(364)	-		445	-	
BAIIA ajusté	(3 426)	(2 543)	(34,7)	(10 724)	(8 959)	(19,7)

QUATRIÈME TRIMESTRE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation est principalement attribuable aux dépenses additionnelles relatives à la rémunération à base d'actions en lien avec l'appréciation du prix de l'action, qui a été partiellement contrebalancée par l'impact positif de la dépréciation du dollar canadien sur les dépenses.

La variation reflète les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(19 251)	19 870	15 396	123 534
QUATRIÈME TRIMESTRE	PÉRIODE DE DOUZE MOIS			
Les activités d'exploitation ont généré moins de trésorerie comparativement au trimestre correspondant de 2014. La diminution de 39 121 \$ s'explique principalement par :	Les activités d'exploitation ont généré 108 138 \$ de moins de flux de trésorerie que la période correspondante de 2014. Cette variation est principalement attribuable à :			
<ul style="list-style-type: none"> - une utilisation supérieure du programme de financement des comptes fournisseurs en 2014 en lien avec les activités qui ont été vendues en 2015; - la capitalisation d'un régime de retraite à prestations définies qui n'était pas capitalisé; et - un résultat d'exploitation moins élevé comparativement à 2014 lié à la vente des actifs nets. 	<ul style="list-style-type: none"> - une utilisation supérieure du programme de financement des comptes fournisseurs en 2014 en lien avec les activités qui étaient vendues en 2015; - un important retour de stocks en 2014 en lien avec le Plan d'action; - des investissements de stocks en 2015, particulièrement pour améliorer le taux de service; et - des achats stratégiques pour tirer avantage de hausses de prix prévues en 2015. 			
	Ces impacts sur les flux de trésorerie ont été partiellement contrebalancés par moins d'intérêts payés.			

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(20 426)	(10 334)	248 795	(48 322)
QUATRIÈME TRIMESTRE	PÉRIODE DE DOUZE MOIS			
Des flux de trésorerie additionnels ont été requis pour les acquisitions d'entreprises.	Les flux de trésorerie en 2015 sont relatifs à la vente des actifs nets et ont été utilisés pour un niveau supérieur d'acquisitions d'entreprises.			

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	82 474	(9 456)	(166 166)	(75 159)
QUATRIÈME TRIMESTRE	PÉRIODE DE DOUZE MOIS			
La variation s'explique principalement par le remboursement de la dette en 2014 alors qu'en 2015, la Société a utilisé sa facilité de crédit pour ses obligations inhérentes aux activités opérationnelles.	La variation s'explique principalement par le remboursement de la facilité de crédit rotatif à la suite de la vente des actifs nets. L'émission des actions ordinaires sur l'exercice d'options d'achat d'actions en 2015 a contrebalancé la trésorerie requise pour le rachat d'actions au cours du troisième trimestre.			

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(19 251)	19 870	15 396	123 534
Variation des éléments de fonds de roulement	41 621	8 026	80 098	(24 100)
	22 370	27 896	95 494	99 434
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	629	(617)	533	(2 346)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 994)	(5 082)	(17 150)	(13 575)
Différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de l'exercice	3	(236)	(345)	97
Flux de trésorerie disponibles	20 008	21 961	78 532	83 610

QUATRIÈME TRIMESTRE

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les flux de trésorerie disponibles sont demeurés semblables à ceux de l'an passé; des investissements en immobilisations plus faibles ont contrebalancé le résultat d'exploitation moins élevé, résultant de la vente des actifs nets.

La variation s'explique principalement par un niveau supérieur d'investissements en immobilisations lié à l'équipement automobile ainsi qu'à un nouvel entrepôt desquels faisaient partie des actifs nets vendus.

FINANCEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT

La Société diversifie ses sources de financement afin de bien gérer et d'atténuer son risque de liquidité.

FACILITÉS DE CRÉDIT

Au cours de l'exercice, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit rotatif à long terme non garantie de 400 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2019 ainsi que celle de sa facilité de lettre de crédit de 20 000 \$ jusqu'au 30 juin 2017. Pour répondre à ses besoins de trésorerie, la Société dispose de facilités de crédit totales de 420 000 \$. Ces amendements n'ont pas eu d'effets sur le montant disponible, toutefois ils permettent une plus grande flexibilité pour la stratégie de croissance de la Société, notamment au niveau des acquisitions d'entreprises.

Au 31 décembre 2015, un montant de 321 000 \$ était disponible (191 000 \$ au 31 décembre 2014). *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs et la Société, de son côté, effectue le paiement complet aux institutions financières, en fonction des termes prolongés conclus avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2015, Uni-Sélect a bénéficié de termes de paiements prolongés additionnels sur ces créditeurs pour un montant de 90 038 \$ et a utilisé un montant de 148 417 \$ de son programme (100 280 \$ et 167 811 \$ respectivement au 31 décembre 2014). La limite autorisée par les institutions financières est de 222 500 \$. Ces montants sont présentés dans les « créditeurs et charges à payer » aux états consolidés de la situation financière. Ce programme est disponible à la demande et peut être modifié par l'une ou l'autre des parties.

Au 31 décembre 2015, les comptes fournisseurs sous ce programme incluent 13 563 \$ relativement aux actifs nets vendus qui sont assumés par la Société. Ces montants devraient être complètement payés d'ici le 30 avril 2016.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 1er février 2015, la Société a racheté l'ensemble des débentures convertibles aux fins d'annulation, pour une contrepartie, au pair, de 51 750 \$CAN. (Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)

SWAPS D'INTÉRÊTS

Le 8 juin 2015, à la suite de la vente des actifs nets et du remboursement de la dette, la Société a résilié les contrats de swaps pour un coût de 352 \$. (Pour plus de renseignements, voir la note 21 aux états financiers consolidés.)

BESOINS DE LIQUIDITÉS

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment, combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et ainsi soutenir ses différentes initiatives stratégiques.

BESOINS D'EXPLOITATION

Les différents besoins d'exploitation auxquels la Société fera face en 2016 se résument ainsi :

- l'achat de divers actifs pour environ 20 000 \$ notamment pour :
 - de l'équipement d'entrepôt principalement pour le nouvel entrepôt du secteur de la peinture et produits connexes qui sera situé sur la Côte Est américaine ;
 - la stratégie de marque des magasins dans le secteur des produits automobiles;
 - de l'équipement informatique et des applications de logiciels relativement à la séparation des systèmes à la suite de la vente des actifs nets ainsi qu'au développement du réseau de magasins dans le secteur des produits automobiles ; et
 - le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules par le biais de contrats de location-financement ;
- le paiement de dividendes.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contrats de location-exploitation

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2026 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Contrats de location-financement

La Société procède par voie de location-financement pour renouveler sa flotte de véhicules de livraison aux États-Unis. Les termes varient entre 24 et 60 mois selon les contrats. Au 31 décembre 2015, la valeur comptable des actifs loués qui sont présentés sous la rubrique « équipement automobile » avec les « immobilisations corporelles » est de 7 843 \$ (15 745 \$ au 31 décembre 2014).

Le tableau qui suit présente les différentes obligations contractuelles exigibles par période :

	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite
Dette à long terme ^{(1) (2)}	3	3	3	84 204	3	4
Contrat de location-exploitation	19 923	17 023	14 973	8 556	6 002	7 630
Contrat de location-financement ⁽³⁾	2 619	2 168	1 624	1 085	402	-
Total	22 545	19 194	16 600	93 845	6 407	7 634

⁽¹⁾ Inclut la facilité de crédit

⁽²⁾ Ne comprend pas les obligations liées aux intérêts sur la dette

⁽³⁾ Comprend les obligations liées aux intérêts sur les contrats de location-financement

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société. Le régime de retraite non enregistré a été intégralement financé par la Société en 2015 alors qu'en 2014, la Société effectuait des paiements en vertu de ce régime lorsque les montants étaient payables aux participants.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016, la Société prévoit faire des contributions approximatives de 2 400 \$ pour ses régimes à prestations définies. *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

Transactions hors bilan – garanties

En vertu de conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients. De l'avis de la Direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 23 aux états financiers consolidés.)*

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émis des lettres de crédit de 14 854 \$ au 31 décembre 2015 (13 013 \$ au 31 décembre 2014). *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

STRUCTURE DE CAPITAL

La stratégie de gestion de capital de la Société permet d'optimiser la structure de capital afin de pouvoir profiter des occasions stratégiques qui se présentent tout en minimisant les coûts y afférents et en maximisant le rendement pour les actionnaires. La Société adapte la gestion du capital en fonction de la variation de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents.

LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

La Société surveille les ratios suivants afin de s'assurer de la flexibilité de la structure de capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres ;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres ;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté ;
- un rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ; et
- un ratio de distribution de dividendes du résultat ajusté converti en dollars canadiens de l'année précédente.

31 décembre

	2015	2014
Composantes des ratios d'endettement :		
Dette à long terme	90 344	260 348
Endettement total net	-	260 240
Total des capitaux propres	436 978	512 996
Ratios d'endettement ⁽¹⁾ :		
<i>Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres</i>	<i>s.o.</i>	33,7 %
<i>Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres</i>	20,7 %	50,8 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté</i>	<i>s.o.</i>	2,34
<i>Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens</i>	12,0 %	10,9 %
<i>Ratio de distribution de dividendes</i>	21,6 %	23,6 %

⁽¹⁾ Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinents de surveiller afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital.

La Direction de la Société gère de façon à améliorer continuellement les éléments de son fonds de roulement.

Les variations des ratios d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres, de la dette à long terme sur le total des capitaux propres et de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté sont expliquées par le remboursement de la dette à la suite de la vente des actifs nets.

L'augmentation du rendement ajusté du total des capitaux propres moyen est principalement liée à la diminution du total des capitaux propres découlant de la dépréciation et frais de transactions relatifs à la vente des actifs nets comptabilisés durant la période. *(Pour plus de renseignements sur la façon dont la Société calcule ses ratios, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

CLAUSES BANCAIRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier des exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles soient respectées. Au 31 décembre 2015, la Société répond à toutes les exigences requises. *(Pour plus de renseignements, voir la note 25 aux états financiers consolidés.)*

DIVIDENDES

La Société a versé des dividendes trimestriels à ses actionnaires pour une vingt-huitième année consécutive. Les dividendes déclarés en 2015 se chiffrent à 0,63 \$CAN par action comparativement à 0,58 \$CAN en 2014, soit une croissance de 8,6 %.

Le 10 février 2016, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2016 de 0,16 \$CAN par action, qui sera payé le 19 avril 2016 aux actionnaires inscrits en date du 31 mars 2016.

Les dividendes sont approuvés par le Conseil d'administration, lequel fonde sa décision sur les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et autres facteurs pertinents. Il n'y a aucune garantie que des dividendes soient déclarés dans le futur.

Ces dividendes sont des dividendes éligibles aux fins d'impôts.

INFORMATION SUR LE CAPITAL-ACTIONS

(en milliers d'actions)	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2015	2014	2015	2014
Nombre d'actions émises et en circulation	21 568	21 216	21 568	21 216
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 436	21 231	21 389	21 254

Au 31 janvier 2016, 21 567 879 actions de la Société sont en circulation.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2015, la Société a émis 533 215 actions ordinaires (10 205 en 2014) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 11 315 \$ (206 \$ en 2014). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 27,02 \$CAN pour la période de douze mois (22,90 \$CAN en 2014).

Rachat d'actions ordinaires

Le 13 août 2015, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR ») et à des fins d'annulation, jusqu'à 1 000 000 actions ordinaires représentant 4,6 % de ses 21 613 694 actions ordinaires émises et en circulation en date du 1er août 2015 au cours d'une période de douze mois commençant le 17 août 2015 et se terminant le 16 août 2016. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société.

Au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2015, la Société a racheté 181 095 actions ordinaires (58 115 en 2014) pour une contrepartie en espèces de 7 747 \$ (1 448 \$ en 2014) incluant une prime au rachat d'actions de 7 058 \$ (1 209 \$ en 2014) appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, 257 339 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (203 243 pour 2014), pour un prix d'exercice moyen de 30,64 \$CAN (28,76 \$CAN en 2014). Au cours de la période, 533 215 options ont été exercées (10 205 en 2014) et 52 171 ont été annulées (aucune en 2014) et aucune option n'a expiré (aucune en 2014).

Au 31 décembre 2015, des options octroyées pour l'émission de 185 814 actions ordinaires (513 861 au 31 décembre 2014) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société, et 968 997 actions ordinaires (1 174 165 au 31 décembre 2014) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, une charge de rémunération de 1 164 \$ (1 092 \$ en 2014) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « Surplus d'apport ».

Régime d'unités d'actions différées

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a octroyé 30 102 UAD (43 899 UAD pour 2014) et a racheté 24 882 UAD (2 997 en 2014). Une charge de rémunération de 3 057 \$ (1 193 \$ en 2014) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 90 715 UAD sont en circulation au 31 décembre 2015 (85 495 au 31 décembre 2014). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 4 476 \$ (2 009 \$ au 31 décembre 2014).

Régime d'unités d'actions lié à la performance

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a octroyé 111 615 UAP (92 419 UAP en 2014) duquel 164 830 ont été renoncées ou rachetées subséquemment (16 725 en 2014). Une charge de rémunération de 1 829 \$ (1 051 \$ en 2014) a été comptabilisée au cours de l'exercice (1 051 \$ en 2014), et 119 219 UAP sont en circulation au 31 décembre 2015 (172 434 au 31 décembre 2014). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 3 009 \$ (1 612 \$ au 31 décembre 2014).

(Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)

SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de la période, la situation financière a été affectée par la vente des actifs nets, par les acquisitions ou cessions d'entreprise ainsi que par la dépréciation du dollar canadien comparativement au 31 décembre 2014.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes qui ont varié aux états consolidés de la situation financière :

	31 déc. 2015	31 déc. 2014	Vente des actifs nets ⁽¹⁾	Acquisitions ou cessions d'entreprises	Taux de change	Écart nets ⁽²⁾
Trésorerie	91 432	107	-	-	(6 700)	98 025
Débiteurs et autres recevables	127 402	224 910	(89 577)	8 974	(12 668)	(4 237)
Stocks	269 900	529 575	(301 683)	17 012	(22 627)	47 623
Créditeurs et charges à payer	(274 512)	(373 690)	78 919	(14 970)	19 498	15 731
Autres éléments du fonds de roulement	17 256	13 025	(8 762)	-	41	12 952
Fonds de roulement (excluant la trésorerie et les versements sur la dette à long terme, les débiteurs convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres)	140 046	393 820	(321 103)	11 016	(15 756)	72 069
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	14 082	21 743	(1 722)	(2 766)	(1 696)	(1 477)
Immobilisations corporelles	30 304	51 924	(33 083)	3 356	(2 529)	10 636
Immobilisations incorporelles	65 355	133 556	(62 611)	4 050	(2 670)	(6 970)
Goodwill	157 270	192 496	(57 715)	29 181	(6 692)	-
Actifs d'impôts différés nets	52 479	11 937	52 741	(1 127)	(2 002)	(9 070)
Dettes à long terme (incluant la portion court terme)	90 344	260 348	(325 938)	40 821	(2 392)	117 505

⁽¹⁾ Relatifs à la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc.

⁽²⁾ Explications des écarts nets :

Trésorerie : Provient de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. et du remboursement de la dette.

Stocks : L'augmentation est liée à des investissements pour améliorer le taux de service ainsi que pour maximiser les conditions d'achats.

Créditeurs et charges à payer : Principalement attribuable au paiement de comptes créditeurs faisant partie du programme de financement des comptes fournisseurs et liés aux actifs nets vendus.

Immobilisations corporelles : Les acquisitions ont été supérieures à la charge d'amortissement.

Immobilisations incorporelles : La charge d'amortissement a été supérieure aux investissements.

Dettes à long terme (incluant la portion court terme) : La Société a remboursé la dette à la suite de la clôture de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. et est maintenant libre de dettes.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2014
Salaires et avantages à court terme du personnel	4 273	5 433
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	434	547
Avantages fondés sur des actions	4 671	2 195
Indemnités de départ	1 302	-
Total de la rémunération	10 680	8 175

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

Autres transactions

La Société a encouru des dépenses de loyer de 1 241 \$ pour la période de douze mois close le 31 décembre 2015 (3 007 \$ pour 2014) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Les ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société.

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques qui pourraient avoir un impact significatif sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. La Société maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques d'exploitation, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés ci-dessous.

RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La conjoncture économique

La conjoncture économique a une incidence modérée sur les ventes de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes et sur l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, le marché secondaire de l'automobile est beaucoup moins affecté par une situation économique difficile que peut l'être celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule.

Inflation

En ce qui a trait à l'inflation, la Direction estime qu'elle a un impact négligeable sur les résultats de la Société, étant donné que l'augmentation du prix des marchandises imposée par les manufacturiers est transmise aux consommateurs. Cependant, une inflation faible ou une déflation de la valeur des produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes peuvent avoir une incidence négative sur la rentabilité de ses centres de distribution. Afin de réduire le risque de déflation de la valeur des pièces en stock, la Société a des ententes de compensation avec la majorité de ses fournisseurs.

Distance parcourue

Il existe un lien direct entre le taux de chômage, le prix du carburant et la distance parcourue, de même qu'il existe un lien direct entre la distance parcourue et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE COMMERCIAL

Croissance du parc automobile

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération de pièces du marché secondaire, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux grossistes qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit davantage de rôles et coûte plus cher à réparer, favorisant l'industrie des pièces du marché secondaire de l'automobile.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et la prolifération des pièces du marché secondaire. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique, aux véhicules électriques et au contenu électronique plus important dans les véhicules favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires automobiles pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau du marché secondaire.

Approvisionnement de produits et gestion de stocks

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

Uni-Sélect importe directement, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le succès d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est aléatoire. La Société bénéficie d'assurances responsabilité. De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stock.

La nature commerciale de la Société requiert la gestion d'un niveau adéquat de stocks et la capacité de répondre aux demandes spécifiques de livraison. La gestion de l'approvisionnement est un élément important pour la gestion appropriée de stocks et dans la plupart de nos ententes d'approvisionnement des pièces automobiles, la Société a des privilèges de retour qui atténuent les risques associés avec la désuétude de stocks.

Afin de s'assurer d'un approvisionnement continu de ses produits, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

Distribution directe aux clients par le manufacturier

La distribution de produits, en particulier la peinture, dépend de l'approvisionnement des produits de la Société par certains manufacturiers importants. Dans le futur, certains de ces manufacturiers pourraient décider de distribuer leurs produits directement aux clients sans passer par les services de distribution de la Société. Cette décision pourrait créer un effet négatif sur la rentabilité de la Société dépendamment de l'importance du manufacturier dans la chaîne d'approvisionnement et de la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement. Afin d'atténuer ces risques, la Société maintient des relations d'affaires harmonieuses avec les manufacturiers importants de peinture, fournit une distribution efficace et offre des programmes de loyauté à ses clients de carrosserie, ce qui crée de la valeur dans la chaîne d'approvisionnement.

Technologie

Le développement technologique continu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel et à leurs clients, ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. Uni-Sélect gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle

offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. Elle offre à ses clients un accès à des technologies modernes et performantes en matière de gestion des données, gestion d'entrepôts et de télécommunication.

Risques environnementaux

L'activité de distribution de peinture et de certaines pièces automobiles comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture ou de matériaux dangereux pourrait avoir des conséquences environnementales par la pollution de l'air ou la contamination des sols, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE D'EXPLOITATION

Risques liés au modèle d'affaires et à la stratégie de Uni-Sélect

Dans le marché secondaire de l'automobile, le modèle d'affaires de Uni-Sélect, est de desservir les grossistes indépendants et les installateurs indépendants à travers de son réseau d'entrepôts et de magasins corporatifs. Ceci impose à la Société des exigences particulières afin de s'assurer la loyauté et la pérennité de ses grossistes. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires globale incluant de bonnes conditions d'achat, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, en formation et en financement, entre autres.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins du marché secondaire de pièces, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille, à un employé ou à un autre client du réseau Uni-Sélect. Le cas échéant, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ce grossiste afin de protéger et de grossir son réseau de distribution.

Intégration des entreprises acquises

La stratégie de croissance par acquisition de la Société comporte sa part de risques. Le succès des acquisitions de la Société dépend de sa capacité à intégrer et à cristalliser les synergies afin de consolider efficacement les activités des entreprises acquises à ses activités existantes. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs entreprises au cours des dernières années. Pour limiter son risque, la Société a adopté une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente sévères et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante.

Concurrence

L'industrie du marché secondaire de l'automobile dans laquelle la Société évolue est hautement compétitive. La disponibilité des pièces, le prix, la qualité et le service à la clientèle sont des facteurs très importants. Uni-Sélect a des concurrents principalement dans le segment commercial (DIFM) de cette industrie contre, entre autres, des chaînes de détaillants nationales, des distributeurs et grossistes indépendants ainsi que des fournisseurs internet. La concurrence varie d'un marché à l'autre et certains compétiteurs peuvent posséder des avantages supérieurs à Uni-Sélect qui pourraient entraîner, entre autres, une réduction de prix de vente et une augmentation des dépenses marketing et promotionnelles occasionnant ainsi une baisse de la profitabilité de la Société. Afin de réduire ce risque, la Société revoit régulièrement son offre de produits et service de façon à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de sa clientèle. De plus, la prolifération des pièces constitue en soi une barrière à l'entrée dans le marché de nouveaux compétiteurs.

Les systèmes d'opérations et systèmes financiers

La Société dépend largement de ses systèmes informatiques ainsi que de ceux de ses partenaires d'affaires afin de gérer les stocks, d'effectuer les processus transactionnels ainsi que pour rapporter les résultats. Ces systèmes sont sujets aux dommages et aux interruptions dus aux pannes électriques, aux défaillances des télécommunications, aux virus informatiques, aux bris de sécurité ainsi qu'aux forces majeures. Advenant que ses systèmes informatiques ou ceux de ses partenaires d'affaires soient dans l'incapacité de fonctionner adéquatement, la Société pourrait subir des pertes de données critiques et des interruptions ou des délais dans sa capacité à gérer ses stocks et à mener à bien ses processus transactionnels, ce qui pourrait avoir un impact sur les revenus et les résultats d'exploitation.

Pour atténuer ce risque, la Société est supportée par des cabinets d'experts pour prévenir l'intrusion et la perte de données de ses applications. Cela inclut des pare-feu robustes, des procédures de sauvegarde, des circuits doubles de télécommunication, de la redondance matérielle et de l'hébergement de serveurs dans des sites spécialisés.

Ressources humaines

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tels que les taux de rémunération et d'avantages sociaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir une incidence sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société. La Société a mis en place au fil des ans plusieurs programmes et outils afin de stimuler ses employés dont :

- E-fUNI (outil de formation);
- des programmes de formation de leadership et de développement accéléré des talents; et
- les prix de reconnaissance « Créateur de valeur » et les Prix du président.

RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur de la plupart des instruments financiers de la Société se rapproche de leur valeur comptable en raison des courtes échéances. C'est le cas, entre autres, de la trésorerie, des débiteurs et autres recevables, des créditeurs et charges à payer, des dettes bancaires et des dividendes à payer.

La juste valeur de la dette à long terme quant à elle a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait renégocié en fonction des conditions du marché actuel.

Risque de liquidité

Ce risque est traité dans la section « Source de financement et besoin de fonds ».

Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de ses comptes débiteurs et autres recevables et placements et avances aux membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit précises sont déterminées pour tous les comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

En outre, la Société détient en garantie des biens personnels et actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer du recouvrement des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit.

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société et de ses filiales. Selon la Direction, le risque est minimal que des variations des valeurs relatives du dollar américain et du dollar canadien aient un effet important sur le résultat net.

La plus récente analyse de la Société démontre qu'une variation de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain, aurait un impact de 0,01 \$ par action sur les résultats de la Société. Cet impact est strictement de nature comptable et n'affecte en rien les flux monétaires.

Par ailleurs, la Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollar américain. *(Pour plus de renseignements, voir la note 21 aux états financiers consolidés.)*

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société utilise des instruments financiers dérivés, soit des contrats de swap consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation. *(Pour plus de renseignements, voir la note 21 aux états financiers consolidés.)*

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Au moment où ces états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiés par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptés par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR – 1ER JANVIER 2018 AVEC ADOPTION ANTICIPÉE PERMISE

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de constructions » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur des principes de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients. En juillet 2015, l'IASB a confirmé le report d'un an, au 1er janvier 2018, de la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 15. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes

prévues plutôt que sur les pertes encourues. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR – 1ER JANVIER 2019 AVEC ADOPTION ANTICIPÉE PERMISE SOUS CERTAINES CONDITIONS

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). L'IFRS 16 élimine le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de reconnaître à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour lesquels l'actif sous-jacent à une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (incluant les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences de divulgations. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

ESTIMATIONS

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. *(Pour plus de renseignements, voir la note 11 aux états financiers consolidés.)*

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans l'état consolidé de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées en 2015 dans le cadre de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir les notes 4, 5 et 15 aux états financiers consolidés.)*

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

JUGEMENTS

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. (Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse.

Le tableau suivant présente les différentes définitions des termes utilisés par la Direction qui ne sont pas définis selon les IFRS.

Croissance organique	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des actifs nets vendus, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, du nombre différent de journées de facturation. Uni-Sélect utilise cette mesure, car elle aide à juger l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la Direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
BAIIA	Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et impôts sur le résultat. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant d'activités d'exploitation, excluant certains ajustements, déduction faite des impôts sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance opérationnelle de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent, entre autres, aux frais de restructurations et autres, à la dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets, aux gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises, aux frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré et aux frais de fermeture et de cession de magasins. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
Marge du BAIIA ajusté	La marge du BAIIA ajusté est un pourcentage qui correspond au BAIIA ajusté divisé par les ventes.

Flux de trésorerie disponibles	<p>Cette mesure correspond aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie, ajustés des éléments suivants : variation des éléments du fonds de roulement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les acquisitions d'immobilisations corporelles et la différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de l'exercice. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des opérations, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulement (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon les tableaux des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative aux tableaux consolidés des flux de trésorerie ou comme une mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p>
Endettement total net	Cette mesure correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 18 aux états financiers consolidés</i>), nette de la trésorerie.
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	Ce ratio correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net et du total des capitaux propres.
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	Ce ratio correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 18 aux états financiers consolidés</i>) divisée par le total des capitaux propres.
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA ajusté.
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens	Ce ratio correspond au résultat ajusté des frais de restructuration et autres, de la dépréciation et des frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets ainsi que des frais non récurrents liés au Plan d'action et à la fermeture et cession de magasins, divisé par le total des capitaux propres moyen.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par tranche de 1,00 \$CAN :

	Exercices clos		
	le 31 décembre		
	2015	2014	2013
Moyenne pour la période			
Aux fins des états consolidés des résultats	0,78	0,91	0,97
Date de clôture			
Aux fins des états consolidés de la situation financière	0,72	0,86	0,94

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats des activités canadiennes sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses opérations canadiennes et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction planifie et effectue une vérification des contrôles internes de la Société relativement au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le règlement 52-109). La Société a révisé, en 2014, ses tests de conformité afin d'assurer l'adoption du cadre de contrôle 2013 et des 17 principes du COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2015, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2015 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS.

Au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2015, aucun changement important aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière n'a été fait, qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

PERSPECTIVES

L'année 2015 a été une année de transformation chez Uni-Select avec la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Nous avons maintenant deux unités d'affaires principales : la distribution de peintures automobile et industrielle chez FinishMaster aux États-Unis et la distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile et de peintures automobile et industrielle chez Uni-Select au Canada.

Uni-Sélect est déterminé à renforcer la position de leader de ses deux principales unités d'affaires, en misant sur une croissance rentable accélérée dans chacune.

La Société continuera de favoriser une culture centrée sur le client afin de fournir à sa clientèle une expérience supérieure en plus de mettre l'accent sur une culture de ventes. Elle stimulera sa croissance organique en profitant des opportunités d'affaires telles que la fidélisation de sa clientèle, notamment en maintenant un taux de service élevé, le recrutement de clients compétitifs, l'ajout d'initiatives de ventes et de marketing et l'amélioration de sa gamme de produits vendus sous des marques nationales et privées.

Elle accélérera également sa croissance en complétant des acquisitions dûment sélectionnées dans les deux marchés où elle est présente, afin d'étendre sa couverture géographique et de créer une densité d'affaires dans les marchés les plus importants, et ce, tout en assurant une intégration réussie. La Société a déjà annoncé, le 4 janvier 2016, sa première acquisition de l'année, ajoutant 15 magasins et un état de plus à son réseau. La Société n'entrevoit pas d'intégrer de nouveau secteur d'activités.

Uni-Sélect continuera d'optimiser ses activités afin d'atteindre un niveau de productivité supérieur, en poursuivant l'amélioration du processus de réapprovisionnement et l'optimisation du déroulement des opérations dans les entrepôts, et en inaugurant un nouveau centre de distribution sur la Côte Est pour FinishMaster.

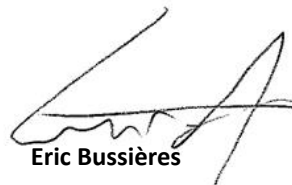
La Société prévoit générer, sur une base annuelle, des ventes de plus de 1,1 milliard de dollars et une marge du BAIIA ajustée entre 7,5 % et 8,5 %.

La Direction est convaincue que ces initiatives de « croissance rentables » contribueront à positionner Uni-Sélect comme un leader incontesté dans ses secteurs d'activités.



Henry Buckley

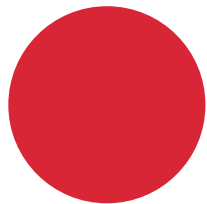
Président et chef de la direction



Eric Bussièrès

Chef de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 10 février 2016.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2015

Rapport de la direction	53
Rapport de l'auditeur indépendant	54
États consolidés des résultats	55
États consolidés du résultat global	56
États consolidés des variations des capitaux propres	57
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	58
États consolidés de la situation financière	59
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	60

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et ont été approuvés par le Conseil d'administration le 10 février 2016.

Uni-Sélect inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le Conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction de la Société et l'auditeur indépendant, a révisé les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et a recommandé leur approbation au Conseil d'administration.

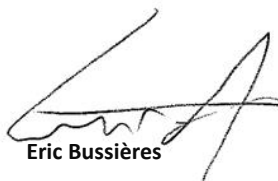
Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant de la Société, Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Le président et chef de la direction

Chef de la direction financière



Henry Buckley



Eric Bussièrès

Boucherville
Le 10 février 2016

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
Uni-Sélect inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Uni-Sélect inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2015 et 2014 et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la Direction pour les états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la présentation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Uni-Sélect inc. aux 31 décembre 2015 et 2014 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

/s/ Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.¹
Montréal (Canada)
Le 10 février 2016

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique № A105359

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action)	Note	Exercice clos le	
		2015	31 décembre 2014
Ventes		1 355 434	1 784 359
Achats, nets de la fluctuation des stocks		952 817	1 250 984
Marge brute		402 617	533 375
Avantages du personnel		213 666	283 085
Autres dépenses d'exploitation		91 977	146 765
Frais de restructuration et autres	4	5 328	(1 931)
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	5	144 968	-
Résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat		(53 322)	105 456
Charges financières, montant net	6	6 006	13 332
Amortissement	7	13 174	31 685
Résultat avant la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat		(72 502)	60 439
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		(533)	2 346
Résultat avant impôt sur le résultat		(73 035)	62 785
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	8		
Exigible		12 235	16 521
Différé		(45 049)	(3 861)
		(32 814)	12 660
Résultat net attribuable aux actionnaires		(40 221)	50 125
Résultat par action	9		
De base		(1,88)	2,36
Dilué		(1,88)	2,35
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	9		
De base		21 389	21 254
Dilué		21 389	21 309

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2015	31 décembre 2014
Résultat net		(40 221)	50 125
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net :			
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (nette d'impôts de 29 \$ (76 \$ en 2014))		(78)	(206)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (nette d'impôts de 167 \$ (179 \$ en 2014))		452	483
Gains (pertes) de change latents sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation (net(te)s d'impôts de 6 689 \$ (aucun en 2014))		(25 938)	11 450
Pertes de change latentes sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères (nettes d'impôts de 6 200 \$ (aucun en 2014))		(4 057)	(22 326)
		(29 621)	(10 599)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :			
Réévaluation du passif net des obligations au titre des prestations définies (nette d'impôts de 118 \$ (1 509 \$ en 2014))	17	(321)	(4 045)
Total des autres éléments du résultat global		(29 942)	(14 644)
Résultat global attribuable aux actionnaires		(70 163)	35 481

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

(en milliers de \$US)	Note	Attribuable aux actionnaires					Total des capitaux propres
		Capital- actions	Surplus d'apports	Composante équité des déventures convertibles	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 22)	
Solde au 31 décembre 2013		87 271	1 332	1 687	394 716	3 749	488 755
Résultat net		-	-	-	50 125	-	50 125
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(4 045)	(10 599)	(14 644)
Résultat global		-	-	-	46 080	(10 599)	35 481
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Rachat et annulation d'actions	20	(239)	-	-	(1 209)	-	(1 448)
Émission d'actions	20	206	-	-	-	-	206
Dividendes		-	-	-	(11 090)	-	(11 090)
Paiements fondés sur des actions	16	-	1 092	-	-	-	1 092
		(33)	1 092	-	(12 299)	-	(11 240)
Solde au 31 décembre 2014		87 238	2 424	1 687	428 497	(6 850)	512 996
Résultat net		-	-	-	(40 221)	-	(40 221)
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(321)	(29 621)	(29 942)
Résultat global		-	-	-	(40 542)	(29 621)	(70 163)
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Rachat et annulation d'actions	20	(689)	-	-	(7 058)	-	(7 747)
Émission d'actions	20	11 315	-	-	-	-	11 315
Rachat des déventures convertibles	18	-	-	(1 687)	1 687	-	-
Dividendes		-	-	-	(10 587)	-	(10 587)
Paiements fondés sur des actions	16	-	1 164	-	-	-	1 164
		10 626	1 164	(1 687)	(15 958)	-	(5 855)
Solde au 31 décembre 2015		97 864	3 588	-	371 997	(36 471)	436 978

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2015	31 décembre 2014
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		(40 221)	50 125
Éléments hors caisse :			
Frais de restructuration et autres	4	5 328	(1 931)
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	5	144 968	-
Charges financières, montant net	6	6 006	13 332
Amortissement	7	13 174	31 685
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	8	(32 814)	12 660
Amortissement des incitatifs accordés aux clients		12 532	11 623
Autres éléments hors caisse		4 277	4 020
Variation des éléments du fonds de roulement	10	(80 098)	24 100
Intérêts payés		(5 330)	(10 186)
Impôts sur le résultat payés		(12 426)	(11 894)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		15 396	123 534
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions nettes d'entreprises	11, 13	(40 821)	(18 735)
Produit net de la vente des actifs nets	5	321 001	-
Solde de prix d'achat net		(1 114)	-
Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients		(13 282)	(16 980)
Remboursements d'avances à des marchands membres		4 141	6 492
Dividendes reçus des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		664	367
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles		(16 846)	(13 333)
Acquisitions nettes et développement d'immobilisations incorporelles		(4 948)	(6 133)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		248 795	(48 322)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de la dette à long terme		210 358	73 558
Remboursement de la dette à long terme		(327 984)	(136 597)
Rachat des débiteures convertibles		(41 713)	-
Augmentation (diminution) nette des dépôts de garantie des marchands membres		175	(52)
Rachat et annulation d'actions	20	(7 747)	(1 448)
Émission d'actions	20	11 315	206
Dividendes versés		(10 570)	(10 826)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(166 166)	(75 159)
Écart de conversion		(6 700)	(3)
Augmentation nette de la trésorerie		91 325	50
Trésorerie au début de l'exercice		107	57
Trésorerie à la fin de l'exercice		91 432	107

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

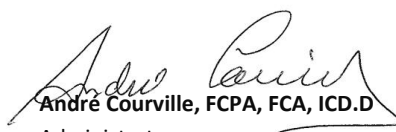
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de \$US)	Note	31 décembre	
		2015	2014
ACTIFS			
Actifs courants :			
Trésorerie		91 432	107
Débiteurs et autres recevables	12	127 402	224 910
Impôt sur le résultat à recevoir		11 053	10 663
Stocks		269 900	529 575
Frais payés d'avance		12 671	11 829
Total des actifs courants		512 458	777 084
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	13	14 082	21 743
Immobilisations corporelles	14	30 304	51 924
Immobilisations incorporelles	15	65 355	133 556
Goodwill	15	157 270	192 496
Actifs d'impôt différé	8	55 681	13 502
TOTAL DES ACTIFS		835 150	1 190 305
PASSIFS			
Passifs courants :			
Créditeurs et charges à payer		274 512	373 690
Provision pour les frais de restructuration et autres	4	3 983	6 724
Dividendes à payer		2 485	2 743
Versements sur la dette à long terme, les débetures convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres	18, 19	2 704	49 993
Total des passifs courants		283 684	433 150
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	16, 17	18 033	25 233
Dette à long terme	18	87 722	210 462
Dépôts de garantie des marchands membres	19	5 531	6 388
Instruments financiers dérivés	21	-	511
Passifs d'impôt différé	8	3 202	1 565
TOTAL DES PASSIFS		398 172	677 309
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	20	97 864	87 238
Surplus d'apports		3 588	2 424
Composante équité des débetures convertibles	18	-	1 687
Résultats non distribués		371 997	428 497
Cumul des autres éléments du résultat global	22	(36 471)	(6 850)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		436 978	512 996
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		835 150	1 190 305

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le Conseil d'administration,


Robert Chevrier, FCPA, FCA
 Administrateur


André Courville, FCPA, FCA, ICD.D
 Administrateur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Sélect ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de produits automobiles et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales ainsi que la participation de la Société dans des coentreprises.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 - BASE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société a appliqué uniformément les mêmes conventions comptables pour l'ensemble des périodes présentées.

Le Conseil d'administration a approuvé et autorisé pour publication ces états financiers consolidés le 10 février 2016.

Base de mesure

Ces états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évalués à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, ajustée pour tenir compte des coûts des services passés non comptabilisés et diminuée du montant net des actifs du régime.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar canadien pour les entités au Canada et le dollar américain pour les entités aux États-Unis. Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains qui représentent la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

(i) Estimations

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 11 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés au cours des deux derniers exercices.

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans l'état consolidé de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées en 2015 dans le cadre de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. présenté à la note 5, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. Voir les notes 4, 5 et 15 pour plus de renseignements.

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 17 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

(ii) Jugements

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont les suivantes :

Méthode de consolidation

(i) Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, de par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les états financiers consolidés. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % au 31 décembre 2015 se présentent comme suit :

4549009, Inc.	Uni-Select Luxembourg S.à r.l.	Uni-Sélect Québec inc.
370071 Alberta Ltd.	Uni-Select Pacific inc.	Uni-Select USA Holdings, Inc.
FinishMaster, Inc.	Uni-Sélect Prairies inc.	Uni-Select USA, Inc.
Uni-Sélect Eastern inc.	Achats Uni-Sélect, s.e.n.c.	

(ii) Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises)

Les coentreprises sont des entreprises sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint, qui confère des droits sur les actifs nets du partenariat. La prise de décisions stratégiques financières et opérationnelles concernant les activités pertinentes du partenariat requiert le consentement unanime des parties. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Regroupements d'entreprises

La Société applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des capitaux propres émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur d'un actif ou d'un passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont engagés.

La Société comptabilise les actifs acquis et les passifs repris identifiables lors d'un regroupement d'entreprises, qu'ils aient été comptabilisés antérieurement ou non dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

Conversion de monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité connexe (note 2) à l'aide des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis à l'aide des taux de change de clôture. Tout écart de change en découlant est comptabilisé en résultat, à l'exception de ceux relatifs aux éléments de couverture de flux de trésorerie, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG »).

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

(ii) Opérations en monnaies étrangères

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est autre que la monnaie de présentation (note 2) sont convertis en dollars américains selon les taux de change de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés sous les AÉRG dans les capitaux propres. Les taux de change utilisés pour dresser les états financiers consolidés se résument comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2014
Taux de conversion à la fin de l'exercice	1,389 \$CAN pour 1 \$US	1,160 \$CAN pour 1 \$US
Taux de conversion moyen de l'exercice	1,278 \$CAN pour 1 \$US	1,104 \$CAN pour 1 \$US

Constatation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des provisions pour droit de retour et garanties et autres remises sur ventes et rabais volume, lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la Direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties. Au moment où la Société constate la vente, elle comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction.

Stocks

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Incitatif accordé aux clients

La Société accorde des incitatifs sous forme de trésorerie, de stocks et de matériel à certains clients en contrepartie d'ententes d'achat pluriannuelles (« contrats »). Ces incitatifs sont comptabilisés au coût et sont amortis, contrat par contrat, sur une base linéaire en diminution des ventes sur le moindre de la durée du contrat ou de 48 mois, durée correspondant à la durée moyenne des contrats. Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la portion restante de la valeur aux livres non amortie de l'incitatif, net des dommages-intérêts, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à sa préparation pour son utilisation. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Pavage	Dégressif	8 %
Bâtiments	Linéaire et dégressif	30 à 40 ans / 5 %
Mobilier et équipements	Linéaire et dégressif	7 à 10 ans / 20 %
Équipement informatique et logiciel d'exploitation	Linéaire et dégressif	3 à 5 ans / 30 %
Matériel roulant	Linéaire et dégressif	5 ans / 30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux
Véhicules en vertu des contrats de location-financement	Linéaire et dégressif	Durée des baux / 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Immobilisations incorporelles

Pour les immobilisations incorporelles générées à l'interne, la Société comptabilise les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents. Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts attribués sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de rentabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles, incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprises, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes
Relations clients et autres	Linéaire	4 à 20 ans
Logiciels	Linéaire et dégressif	3 à 10 ans / 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié) sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées. Autrement, les coûts d'emprunt sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque date de clôture afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, plus spécifiquement le goodwill et les marques de commerce, sont soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou par groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la Direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

Les pertes de valeur au titre du goodwill, s'il y a lieu, ne peuvent pas être reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Contrats de location

Les contrats de location aux termes desquels la Société assume la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis sous des contrats de location-financement sont comptabilisés dans les « immobilisations corporelles » à la juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimums de location, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation de location-financement dans la « dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée d'utilité estimée et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « charges financières, montant net » à l'état consolidé des résultats.

Les autres contrats de location sont des contrats de location simple et les actifs loués ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les AÉRG.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé des actifs et des passifs aux fins de l'information financière est déterminé en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Il est mesuré en appliquant, à la date de clôture, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la perte fiscale connexe ou l'écart temporaire déductible soit utilisé contre les bénéfices imposables futurs. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés en totalité, même si la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » indique des exemptions limitées. Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales et coentreprises n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la réalisation de ces différences temporelles et s'il est improbable qu'elles se réalisent dans un futur prévisible. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales et des coentreprises est réévalué à la fin de chaque exercice et est comptabilisé s'il est probable que les différences temporelles se réalisent dans un futur prévisible.

Provisions

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de l'exercice. Les principales provisions de la Société sont relatives aux frais de restructuration, incluant les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés et les obligations de location déficitaires.

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement reliés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats de la Société.

Obligations au titre des avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Rémunération à base d'actions

Rémunération à base d'actions réglée en équité

La charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'octroi au moyen du modèle trinomial d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'octroi et elles sont revues à chaque date de clôture. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

Rémunération à base d'actions réglée en trésorerie

La Société possède deux régimes de rémunération à base d'actions réglée en trésorerie qui se composent d'un Régime d'unités d'actions différées (« Régime UAD ») et d'un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP »). Pour ces régimes, la juste valeur du passif est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations dans la juste valeur du passif sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

Régimes à prestations définies

La Société a adopté les méthodes suivantes pour les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminués de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la Direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, les avantages au titre des services passés rendus par les membres du personnel sont comptabilisés immédiatement au résultat net;
- les réévaluations comprenant les gains ou les pertes actuariels, toute variation du plafond de l'actif, tout effet des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes sont comptabilisés immédiatement dans les AÉRG et les résultats non distribués.

Les coûts des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés dans les « avantages du personnel ». Le produit ou la dépense d'intérêt net de l'actif net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

Instruments financiers

Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend des objectifs visés lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société. La Société a effectué les classements suivants :

- les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La trésorerie, les débiteurs, les autres investissements et les avances aux marchands membres sont classés comme prêts et créances. Après la comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.
- les créditeurs et charges à payer, les dividendes à payer, la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement), les débiteurs convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres sont classés comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, font l'objet d'un test de dépréciation minimalement à chaque date de clôture. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier et que celui-ci peut être estimé de façon fiable. Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Au début de la couverture et de façon continue, la Société évalue si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Couvertures de flux de trésorerie

Les dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), s'il en existe, sont utilisés pour la gestion des taux d'intérêt variables du portefeuille d'endettement total de la Société et du coût d'emprunt global correspondant. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les AÉRG et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les AÉRG est sorti et inclut au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat net sous le même élément. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les AÉRG et qui est présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des AÉRG est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les AÉRG est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les AÉRG pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés dans le compte des écarts de conversion cumulés. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Lorsque la portion couverte d'un investissement net diminue, le montant cumulé correspondant des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que gain ou perte sur disposition partielle ou complète. La Société a choisi d'exclure d'une disposition partielle d'une filiale étrangère, les paiements de prêts faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les AÉRG, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Cumul des autres éléments du résultat global

Écarts de conversion cumulés

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités canadiennes à la monnaie de présentation de la Société, ainsi que la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères.

Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

Modifications comptables futures

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiés par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptés par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2018 avec adoption anticipée permise

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de constructions » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur des principes de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients. En juillet 2015, l'IASB a confirmé le report d'un an, au 1er janvier 2018, de la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 15. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2019 avec adoption anticipée permise dans certaines circonstances

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

4 - FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

En 2013, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un plan stratégique et opérationnel interne (le « Plan d'action »), qui était complémentaire au plan de consolidation du réseau de distribution annoncé en 2012. Le Plan d'action prévoyait, entre autres, la fermeture et la rationalisation de certains magasins et entrepôts, ainsi que l'ouverture de deux emplacements. Le plan a pris fin le 1er juin 2015, lorsque la Société a conclu la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc. annoncée le 9 février 2015.

À la suite de l'annonce de l'entente visant la vente de ces actifs conclue le 1er juin 2015, et afin de rationaliser ses activités corporatives, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres qui consistent en des charges d'indemnité de départ de 4 918 \$ et des frais de contrats déficitaires de 2 876 \$. La Société a également comptabilisé 440 \$ en vue de la relocalisation de certains sites, ce qui totalise 8 234 \$ en frais de restructuration et autres.

Aux 31 décembre 2015 et 2014, les variations de la provision pour les frais de restructuration et autres se détaillent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	6 724	15 185
Frais de restructuration et autres comptabilisés au cours de l'exercice	8 234	-
Provision utilisée au cours de l'exercice	(5 791)	(8 716)
Changement d'estimation ⁽¹⁾	(2 906)	255
Vente des actifs nets	(1 902)	-
Écart de conversion	(376)	-
Solde à la fin de l'exercice	3 983	6 724

⁽¹⁾ En juin 2015, la Société a revu les provisions restantes et a reflété les changements d'estimation suivants : une diminution de 1 056 \$ relativement aux coûts de fermeture de bâtiments ainsi qu'une baisse des obligations futures de loyer pour 1 850 \$, ce qui a entraîné une réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats totalisant 2 906 \$. En décembre 2014, la Société a revu les provisions restantes et a reflété les changements d'estimation suivants : un renversement partiel de la dévaluation de certains éléments d'actifs de 2 528 \$, une augmentation de la réserve pour stocks excédentaires de 342 \$ et une hausse nette de la provision pour restructuration de 255 \$. L'impact net de ces changements d'estimations de 1 931 \$ a été enregistré en réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats.

5 - VENTE DES ACTIFS NETS

Le 9 février 2015, la Société a conclu une entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Au cours du premier trimestre de 2015, la Société a reclassé les actifs et les passifs relatifs à la transaction comme des actifs détenus en vue de la vente et des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente. La Société a également comptabilisé une charge de dépréciation et frais de transaction de 144 968 \$ relativement à l'entente de vente des actifs nets des unités d'affaires. Ce montant comprend une charge de dépréciation d'actifs (principalement des logiciels et relations clients) pour 65 398 \$ et la dépréciation d'une portion du goodwill pour 57 715 \$. La Société a également comptabilisé des frais de transaction de 21 855 \$. Le 1er juin 2015, la Société a conclu la vente des actifs nets. Au 31 décembre 2015, le produit net s'élevait à 321 001 \$, reflétant l'obligation de la Société de rembourser un solde de prix de vente de 469 \$ payé ultérieurement en janvier 2016. L'ensemble des justes valeurs des actifs nets qui ont été vendus est détaillé comme suit :

	31 décembre	
	2015	
Débiteurs et autres recevables	89 577	
Stocks	301 683	
Frais payés d'avance	5 336	
Avances aux marchands membres	1 722	
Immobilisations corporelles	30 296	
Créditeurs et charges à payer	(100 305)	
Provision pour les frais de restructuration et autres	(1 902)	
Contrats de location-financement	(5 875)	
Prix de vente total	320 532	
Solde de prix de vente payable	469	
Produit net de la vente des actifs nets	321 001	

6 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2015	2014
Intérêts sur la dette à long terme	3 763	7 110
Intérêts sur les débetures convertibles ⁽¹⁾	211	2 766
Charge de désactualisation sur les débetures convertibles ⁽¹⁾	41	815
Amortissement des frais de financement	577	1 541
Charge nette d'intérêts sur les obligations au titre des avantages du personnel à long terme	815	901
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	106	139
Reclassement des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans le résultat net et résiliation des swaps	971	662
Total des charges financières	6 484	13 934
Produit d'intérêt des marchands membres et autres	(478)	(602)
Total des charges financières, montant net	6 006	13 332

⁽¹⁾ Voir la note 18 pour plus de renseignements.

7 - AMORTISSEMENT

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2015	2014
Amortissement des immobilisations corporelles	6 493	13 622
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 681	18 063
Total de l'amortissement	13 174	31 685

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat

	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2014
Charge d'impôts exigibles	12 235	16 521
Recouvrement d'impôts différés		
Création et reprise des écarts temporaires	(45 049)	(3 861)
Total de la charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	(32 814)	12 660

Rapprochement de la charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2014
Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition statutaire de la Société – 26,90 % (26,90 % en 2014)	(19 586)	16 885
Écarts de taux réglementaires d'imposition des filiales étrangères	(10 899)	3 445
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(5 739)	(8 253)
Gain (perte) de change	5 059	(64)
Charges non déductibles et autres	(1 649)	647
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats	(32 814)	12 660

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisé

						31 décembre
	Solde de début	Comptabilisés au résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les autres regroupements d'entreprises (note 11)	Écarts de conversion	2015 Solde de fin
Pertes autres qu'en capital reportées	20 454	29 384	-	204	(1 879)	48 163
Revenu imposable au cours du prochain exercice	325	1 004	-	-	(134)	1 195
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	28 910	(5 623)	-	-	(114)	23 173
Immobilisations corporelles	(19 013)	15 954	-	-	547	(2 512)
Obligation pour régimes de retraite	5 832	(2 379)	(118)	-	(498)	2 837
Frais de financement	41	(338)	-	-	24	(273)
Couverture de flux de trésorerie	138	-	(138)	-	-	-
Provision pour incitatifs de performance	893	1 225	-	-	(236)	1 882
Goodwill et immobilisations incorporelles	(22 816)	8 235	-	(919)	247	(15 253)
Perte (gain) de change en capital	-	(4 196)	(1 534)	-	421	(5 309)
Autres	(2 827)	1 783	-	-	(380)	(1 424)
Actifs d'impôt différé	11 937	45 049	(1 790)	(715)	(2 002)	52 479

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

	31 décembre				
	2014				
	Solde de	Comptabilisé		Écart de	Solde de
	début	au	éléments du	conversion	fin
		résultat net	résultat global		
Pertes autres qu'en capital reportées	17 362	3 720	-	(628)	20 454
Revenu imposable au cours du prochain exercice	(5 355)	5 359	-	321	325
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	33 421	(4 487)	-	(24)	28 910
Immobilisations corporelles	(5 939)	(13 250)	-	176	(19 013)
Obligation pour régimes de retraite	4 618	183	1 509	(478)	5 832
Frais de financement	12	31	-	(2)	41
Couverture de flux de trésorerie	255	-	(103)	(14)	138
Provision pour incitatifs de performance	983	(9)	-	(81)	893
Goodwill et immobilisations incorporelles	(37 192)	14 298	-	78	(22 816)
Autres	(838)	(1 984)	-	(5)	(2 827)
Actifs d'impôt différé	7 327	3 861	1 406	(657)	11 937

Présentation à l'état consolidé de la situation financière

	31 décembre	
	2015	2014
Actifs d'impôt différé	55 681	13 502
Passifs d'impôt différé	3 202	1 565
	52 479	11 937

Au 31 décembre 2014, la Société a cumulé 10 177 \$ de pertes en capital reportées pour lesquelles des actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés (aucun en 2015). Les pertes nettes en capital peuvent être reportées indéfiniment et peuvent seulement être déduites contre des gains en capital ultérieurs. Le montant d'actifs d'impôt différé non comptabilisé relatif aux pertes autres qu'en capital reportées s'élève à 2 738 \$ au 31 décembre 2014 (aucun en 2015).

9 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2015	2014
Résultat net attribuable aux actionnaires utilisé pour les résultats de base et dilué par action	(40 221)	50 125
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	21 388 795	21 253 921
Incidence des options d'achat d'actions ⁽¹⁾	-	55 407
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action ⁽²⁾	21 388 795	21 309 328
Résultat par action de base	(1,88)	2,36
Résultat par action dilué	(1,88)	2,35

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, 173 836 actions ordinaires moyennes pondérées pouvant être émises à l'exercice des options d'achat d'actions ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif (50 000 en 2014 ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions).

⁽²⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, 1 239 224 actions ordinaires moyennes pondérées pouvant être émises à la conversion des débentures convertibles ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque l'impact de conversion est anti-dilutif. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, il n'y a pas d'impact sur le résultat par action puisque la Société a racheté, le 1er février 2015, l'ensemble des débentures convertibles aux fins d'annulation. Voir la note 18 pour plus de renseignements.

10 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2015	2014
Débiteurs et autres recevables	797	(4 325)
Stocks	(47 623)	220
Frais payés d'avance	(6 397)	(449)
Provision pour les frais de restructuration	(5 791)	(8 716)
Créditeurs et charges à payer	(21 084)	37 370
Total des variations des éléments du fonds de roulement	(80 098)	24 100

Au 31 décembre 2015, des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles demeurent impayées et n'ont eu aucun effet sur la trésorerie. Leurs valeurs respectives s'élèvent à 813 \$ et 95 \$ (1 861 \$ et 1 421 \$ au 31 décembre 2014).

11 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a acquis des actifs et passifs de 8 entreprises opérantes aux États-Unis (5 entreprises en 2014), 5 entreprises opérantes au Canada (aucune en 2014) et a acheté les participations restantes de 3 coentreprises opérantes au Canada (aucune en 2014). En 2014, la Société a également acquis les actions d'une entreprise opérante au Canada.

Le coût total de ces acquisitions de 55 939 \$ (29 788\$ en 2014), net de la trésorerie des entreprises acquises pour 1 730 \$ (aucune en 2014), a été alloué, de façon préliminaire, aux actifs et aux passifs sur la base de leur juste valeur.

L'ensemble des justes valeurs comptabilisées, à la date d'acquisition, pour chaque catégorie d'actifs et de passifs sont les suivantes :

			31 décembre	
			2015	2014
	Produits automobiles	Peinture et produits connexes	Total	Total
Débiteurs et autres recevables	6 615	2 359	8 974	3 934
Stocks	11 190	5 822	17 012	9 032
Immobilisations corporelles	2 764	592	3 356	364
Immobilisations incorporelles	3 505	545	4 050	5 090
Goodwill	7 711	21 470	29 181	11 351
Autres actifs non courants	130	1 839	1 969	384
Créditeurs et charges à payer	(7 835)	(53)	(7 888)	(367)
Passifs d'impôt différé	(715)	-	(715)	-
Coût total	23 365	32 574	55 939	29 788
Balance de prix d'achat	(1 450)	(5 401)	(6 851)	(652)
Juste valeur des titres de participation dans les coentreprises, détenus immédiatement avant l'obtention du contrôle ⁽¹⁾	(8 267)	-	(8 267)	-
Déboursé net	13 648	27 173	40 821	29 136

⁽¹⁾ L'achat de la participation de la Société dans 3 coentreprises a généré des gains nets totalisant 3 301 \$. Ces gains ont été comptabilisés dans le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ces entreprises ont été acquises dans le cours normal des activités et la Société a encouru 517 \$ (186 \$ en 2014) de frais d'acquisition.

Il est attendu que le goodwill soit déductible fiscalement. Au 31 décembre 2015, la Société a finalisé l'allocation du prix d'acquisition de toutes les compagnies acquises en 2014 et de certaines compagnies acquises en 2015, ce qui a entraîné un reclassement du goodwill aux relations clients.

Depuis leur date d'acquisition respective, les acquisitions ont contribué aux ventes et au résultat net pour un montant de 33 049 \$ et 2 017 \$ (35 614 \$ et 3 622 \$ en 2014).

12 - DÉBITEURS ET AUTRES RECEVABLES

	31 décembre	
	2015	2014
Débiteurs	115 802	208 083
Portion courante des autres investissements et avances aux marchands membres (note 13)	11 600	16 827
Total des débiteurs et autres recevables	127 402	224 910

13 - PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE, AUTRES INVESTISSEMENTS ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2015	2014
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises)	-	8 900
Incitatifs accordés aux clients	22 896	21 475
Actions de sociétés	604	675
Avances aux marchands membres ⁽¹⁾	2 182	7 520
Total des participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	25 682	38 570
Portion courante des autres investissements et avances aux marchands membres	11 600	16 827
Portion non courante des participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	14 082	21 743

⁽¹⁾ Taux variant entre 0 % et 6,7 %, encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2020.

Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a acheté les participations restantes de 3 entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises). Voir la note 11 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2015, la Société ne détient plus aucune participation dans des coentreprises. En 2014, la Société a vendu une participation pour une contrepartie en espèces de 10 381 \$.

Le tableau suivant présente un résumé des données financières des coentreprises, non ajustées du pourcentage de participation détenu par la Société :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2015	2014
Ventes	-	43 536
Résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat	-	4 921
Résultat net	-	3 701
Actifs courants	-	15 298
Actifs non courants	-	3 859
Passifs courants	-	5 869
Passifs non courants	-	374

14 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Solde au 1er janvier 2014	2 285	7 501	12 449	7 232	17 217	2 810	49 494
Acquisitions	650	695	3 581	2 087	6 581	3 604	17 198
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	-	-	98	6	260	-	364
Dispositions	-	(6)	(168)	(168)	(464)	(316)	(1 122)
Amortissement	(10)	(436)	(2 480)	(3 644)	(6 102)	(950)	(13 622)
Écart de conversion	(173)	(249)	120	(6)	(46)	(34)	(388)
Solde au 31 décembre 2014	2 752	7 505	13 600	5 507	17 446	5 114	51 924
Coût	3 009	15 456	45 042	26 859	38 873	14 286	143 525
Amortissement cumulé	(257)	(7 951)	(31 442)	(21 352)	(21 427)	(9 172)	(91 601)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2014	2 752	7 505	13 600	5 507	17 446	5 114	51 924
Acquisitions	37	517	4 470	6 536	4 962	1 183	17 705
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	531	1 348	751	91	416	219	3 356
Radiations (note 5)	-	(23)	(598)	(716)	(1 239)	(211)	(2 787)
Dispositions	(90)	(438)	(11 270)	(5 621)	(9 638)	(3 815)	(30 872)
Amortissement	(54)	(433)	(1 034)	(1 579)	(2 951)	(442)	(6 493)
Écart de conversion	(408)	(740)	(753)	(399)	(130)	(99)	(2 529)
Solde au 31 décembre 2015	2 768	7 736	5 166	3 819	8 866	1 949	30 304
Coût	3 038	15 361	21 853	19 478	20 186	10 921	90 837
Amortissement cumulé	(270)	(7 625)	(16 687)	(15 659)	(11 320)	(8 972)	(60 533)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2015	2 768	7 736	5 166	3 819	8 866	1 949	30 304

Au 31 décembre 2015, la valeur comptable nette des actifs loués, qui sont présentés sous « Matériel roulant » était de 7 843 \$ (15 745 \$ au 31 décembre 2014).

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Immobilisations incorporelles			Total	Goodwill
	Marque de commerce	Relations clients et autres	Logiciels ⁽²⁾		
Solde au 1er janvier 2014	8 650	55 036	76 912	140 598	184 449
Acquisitions	-	160	7 471	7 631	-
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	-	5 090	-	5 090	11 351
Dispositions	-	-	(26)	(26)	-
Amortissement	-	(7 653)	(10 410)	(18 063)	-
Écart de conversion	-	(85)	(1 589)	(1 674)	(3 304)
Solde au 31 décembre 2014	8 650	52 548	72 358	133 556	192 496
Coût	8 650	81 767	107 448	197 865	192 496
Amortissement cumulé	-	(29 219)	(35 090)	(64 309)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2014	8 650	52 548	72 358	133 556	192 496
Acquisitions	-	478	3 140	3 618	-
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	-	4 050	-	4 050	29 181
Radiations et dépréciation (note 5)	(750)	(6 145)	(55 716)	(62 611)	(57 715)
Dispositions	-	-	(3 907)	(3 907)	-
Amortissement	-	(3 659)	(3 022)	(6 681)	-
Écart de conversion	-	(488)	(2 182)	(2 670)	(6 692)
Solde au 31 décembre 2015	7 900	46 784	10 671	65 355	157 270
Coût	7 900	77 386	23 108	108 394	157 270
Amortissement cumulé ⁽¹⁾	-	(30 602)	(12 437)	(43 039)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2015	7 900	46 784	10 671	65 355	157 270

⁽¹⁾ La durée d'amortissement moyenne pondérée des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est de 4 années pour les logiciels et de 13 années pour les relations clients et autres.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2015, les logiciels comprennent un coût et un amortissement cumulé de 10 171 \$ et de 3 880 \$ respectivement (75 199 \$ et 18 538 \$ au 31 décembre 2014), relatifs à l'acquisition et au développement interne d'un progiciel de gestion intégré.

Tests de dépréciation des unités génératrices de trésoreries incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (marques de commerce)

Aux fins de tests de dépréciation, le goodwill et les marques de commerce sont attribués aux deux UGT, Canada et États-Unis, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill et les marques de commerce font l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leurs valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'est comptabilisée.

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2015 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2014. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2015 et 2014. Les flux de trésorerie pour les 5 prochaines années sont estimés en utilisant un taux de croissance constant de 2,0 % (2,0 % en 2014) pour les activités canadiennes et les activités américaines; un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- les taux d'actualisation avant impôt sont de 11,6 % (14,3 % en 2014) pour les activités canadiennes et de 13,4 % (16,8 % en 2014) pour les activités américaines et sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de leviers d'endettement de 15 % à un taux d'intérêt du marché de 4,1 % (4,1 % en 2014) pour les activités au Canada et de 3,4 % (3,3 % en 2014) pour les activités américaines.

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

Les hypothèses principales reflètent l'évaluation de la Direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chaque UGT n'excède sa valeur recouvrable.

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction (« régime d'options ») dont un total de 1 700 000 actions est réservé pour émission. Sous ce régime, les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, 257 339 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (203 243 pour 2014), pour un prix d'exercice moyen de 30,64 \$CAN (28,76 \$CAN en 2014). Au cours de l'exercice, 533 215 options ont été exercées (10 205 en 2014), 52 171 ont été annulées (aucune en 2014) et aucune option n'a expiré (aucune en 2014).

Au 31 décembre 2015, des options octroyées pour l'émission de 185 814 actions ordinaires (513 861 au 31 décembre 2014) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société, et 968 997 actions ordinaires (1 174 165 au 31 décembre 2014) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Un sommaire du régime d'options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 est présenté comme suit :

	2015		2014	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$CAN		\$CAN
En circulation au début de l'exercice	513 861	26,12	320 823	24,35
Octroyées	257 339	30,64	203 243	28,76
Exercées	(533 215)	27,02	(10 205)	22,90
Annulées	(52 171)	29,29	-	-
En circulation à la fin de l'exercice	185 814	28,92	513 861	26,12
Exerçables à la fin de l'exercice	13 437	30,64	231 018	26,20

La fourchette des prix de levée, les prix de levée moyens pondérés et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

Prix de levée \$CAN	31 décembre 2015				
	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
22,90	30 528	4,01	22,90	-	-
28,76	44 312	5,01	28,76	-	-
30,64	110 974	6,01	30,64	13 437	30,64
	185 814	5,44	28,92	13 437	30,64

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

	31 décembre 2014				
	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
Prix de levée \$CAN			\$CAN		
26,70 – 31,42	60 000	3,50	30,63	60 000	30,63
22,90	250 618	5,01	22,90	120 207	22,90
28,76	203 243	6,01	28,76	50 811	28,76
	513 861	5,23	26,12	231 018	26,20

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, une charge de rémunération de 1 164 \$ (1 092 \$ en 2014) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « Surplus d'apports ».

La juste valeur des options octroyées le 2 janvier 2015 a été établie à l'aide du modèle trinomial d'évaluation d'options. Les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur sont présentées comme suit :

		2015	2014
Juste valeur à l'octroi	\$CAN	30,64	28,76
Dividende prévu	%	1,98	1,81
Volatilité prévue	%	26,24	25,67
Taux d'annulation	%	6,67	6,67
Taux d'intérêt sans risque	%	1,42	2,19
Durée de vie prévue	années	6,99	6,99
Prix de levée	\$CAN	30,64	28,76
Cours de l'action	\$CAN	30,64	28,76

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'octroi, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options octroyées.

Régime d'unités d'actions différées

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a octroyé 30 102 UAD (43 899 UAD pour 2014) et a racheté 24 882 UAD (2 997 en 2014). Une charge de rémunération de 3 057 \$ (1 193 \$ en 2014) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 90 715 UAD sont en circulation au 31 décembre 2015 (85 495 au 31 décembre 2014). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 4 476 \$ (2 009 \$ au 31 décembre 2014).

Régime d'unités d'actions liées à la performance

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a octroyé 111 615 UAP (92 419 UAP en 2014) duquel 164 830 ont été renoncées ou rachetées subséquemment (16 725 en 2014). Une charge de rémunération de 1 829 \$ (1 051 \$ en 2014) a été comptabilisée au cours de l'exercice, et 119 219 UAP sont en circulation au 31 décembre 2015 (172 434 au 31 décembre 2014). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 3 009 \$ (1 612 \$ au 31 décembre 2014).

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société. Le régime de retraite non enregistré a été intégralement capitalisé par la Société en 2015 alors qu'en 2014, la Société effectuait des paiements en vertu de ce régime lorsque les montants étaient payables aux participants.

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 1 697 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (2 307 \$ pour 2014).

Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes à prestations définies est obtenue au moins toutes les trois années.

Les régimes à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels que le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleures estimations du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité existe à cause de l'augmentation de l'espérance de vie des participants du régime, qui fait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes due aux variations du taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt sera partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds à revenu fixe. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt sur l'obligation de la Société servant à déterminer le taux d'actualisation.

Présentement, les régimes possèdent un solde d'investissement mixte de 52,5 % en fonds de participation, 16,0 % en fonds de titres à revenu fixe et 31,5 % en autres fonds. Compte tenu de la nature long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds à revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement long terme supplémentaire.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	2015			2014		
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total
Obligation au titre des prestations définies						
Solde au début de l'exercice	49 715	9 025	58 740	43 177	9 119	52 296
Transfert de catégorie de régime	9 025	(9 025)	-	-	-	-
Coût des services rendus	2 888	-	2 888	2 314	359	2 673
Cotisations des employés	593	-	593	981	-	981
Charges d'intérêts	2 271	-	2 271	2 177	445	2 622
Prestations versées	(1 561)	-	(1 561)	(1 808)	(322)	(2 130)
Réévaluations:						
Pertes actuarielles découlant des modifications des hypothèses démographiques	-	-	-	127	41	168
Pertes actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	665	-	665	7 186	1 007	8 193
Gains actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(201)	-	(201)	(354)	(837)	(1 191)
Écarts de conversion	(10 241)	-	(10 241)	(4 085)	(787)	(4 872)
Solde à la fin de l'exercice	53 154	-	53 154	49 715	9 025	58 740

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

	2015			2014		
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total
Actifs des régimes						
Juste valeur au début de l'exercice	37 069	-	37 069	35 233	-	35 233
Revenus d'intérêts	1 456	-	1 456	1 721	-	1 721
Cotisations de l'employeur	8 928	-	8 928	2 786	-	2 786
Cotisations des employés	593	-	593	981	-	981
Prestations versées	(1 334)	-	(1 334)	(1 808)	-	(1 808)
Frais administratifs	(219)	-	(219)	(305)	-	(305)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	25	-	25	1 616	-	1 616
Écarts de conversion	(3 912)	-	(3 912)	(3 155)	-	(3 155)
Juste valeur à la fin de l'exercice	42 606	-	42 606	37 069	-	37 069

31 décembre

	2015	2014
	%	%
Composition des actifs des régimes		
Placements dans les fonds de participation	52,5	56,8
Placements dans les fonds à revenu fixe	16,0	20,3
Placements dans les autres fonds	31,5	22,9
	100,0	100,0

L'obligation nette est présentée dans « Obligations au titre des avantages du personnel à long terme » dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

31 décembre

	2015			2014		
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total
Juste valeur des actifs des régimes	42 606	-	42 606	37 069	-	37 069
Obligations au titre des prestations définies	(53 154)	-	(53 154)	(49 715)	(9 025)	(58 740)
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	(10 548)	-	(10 548)	(12 646)	(9 025)	(21 671)

La charge des régimes à prestations définies, comptabilisée dans les postes « Avantages du personnel » et « Charges financières, montant net » dans les états consolidés des résultats, se présente comme suit :

Exercice clos le
31 décembre

	2015			2014		
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total
Coût des services rendus	2 888	-	2 888	2 314	359	2 673
Charges nettes d'intérêts	815	-	815	456	445	901
Frais administratifs	219	-	219	305	-	305
Charge des régimes à prestations définies	3 922	-	3 922	3 075	804	3 879

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les réévaluations des obligations au titre des avantages du personnel à long terme qui sont comptabilisées dans les AÉRG se présentent comme suit :

	Exercice clos le					
	31 décembre					
	2015			2014		
Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Total	
Pertes actuarielles découlant des hypothèses démographiques	-	-	-	127	41	168
Pertes actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	665	-	665	7 186	1 007	8 193
Gains actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(201)	-	(201)	(354)	(837)	(1 191)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	(25)	-	(25)	(1 616)	-	(1 616)
	439	-	439	5 343	211	5 554

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) se présentent comme suit :

		31 décembre			
		2015		2014	
		Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Taux d'actualisation	%	3,95	s.o.	4,05	4,05
Taux de croissance de la rémunération	%	3,50	s.o.	3,50	3,50
Espérance de vie moyenne					
Homme, âgé de 45 ans à la date de clôture	années	87,6	s.o.	87,6	87,6
Femme, âgée de 45 ans à la date de clôture	années	90,0	s.o.	90,0	90,0
Homme, âgé de 65 ans à la date de clôture	années	86,5	s.o.	86,5	86,5
Femme, âgée de 65 ans à la date de clôture	années	89,0	s.o.	89,0	89,0

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 2 400 \$.

Les hypothèses actuarielles importantes servant à établir l'obligation des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des engagements nets des régimes à prestations définies est sensible à ces hypothèses.

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies :

	31 décembre			
	2015		2014	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
	%	%	%	%
Taux d'actualisation				
Augmentation de 1 %	(14,6)	s.o.	(15,3)	(11,4)
Diminution de 1 %	19,4	s.o.	20,4	14,0
Taux de la rémunération				
Augmentation de 0,5 %	2,4	s.o.	2,3	0,5
Diminution de 0,5 %	(1,9)	s.o.	(2,2)	(0,5)
Espérance de vie moyenne				
Augmentation de 10 %	1,9	s.o.	2,0	1,9
Diminution de 10 %	(2,0)	s.o.	(1,9)	(1,8)

18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES

Facilité de crédit rotatif

Le 19 mai 2015, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit rotatif à long terme non garantie de 400 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2019. Cette facilité est disponible en dollars canadiens ou américains et peut être remboursée en tout temps, sans pénalité. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables.

Facilité de lettre de crédit

La Société possède une facilité de lettre de crédit de 20 000 \$, non garantie et échéant le 30 juin 2017, qui est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens et américains. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables.

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées en tant que passif dans la dette à long terme de la Société puisque les garanties sous-jacentes sont déjà comptabilisées directement dans l'état consolidé de la situation financière de la Société, si applicable. Au 31 décembre 2015, des lettres de crédit pour 14 854 \$ ont été émises (13 013 \$ en 2014).

Dettes à long terme

	Échéance	Court terme	31 décembre	
			2015	2014
Facilité de crédit rotatif, taux variables – 84 200 \$ (215 800 \$ au 31 décembre 2014) ⁽¹⁾	2019		82 426	199 551
Contrats de location-financement, taux variables	-	2 619	7 898	16 242
Autres	2020	3	20	29
		2 622	90 344	215 822
Versements exigibles à court terme			2 622	5 360
Dettes à long-terme			87 722	210 462

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2014, un montant en capital de 135 981 \$ de la facilité de crédit rotatif a été désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (aucun en 2015). Voir la note 21 pour plus de renseignements.

18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES (SUITE)

Débentures convertibles

En 2011, la Société a émis des débentures convertibles subordonnées et non garanties qui portaient intérêt à un taux de 5,90 % annuellement, payable par versements semi-annuels les 31 janvier et 31 juillet de chaque année. Les débentures étaient convertibles en actions ordinaires au gré du détenteur au prix de 41,76 \$CAN par action, ce qui représente un taux de conversion de 23,9 actions ordinaires par tranche de 1 000 \$CAN du capital des débentures convertibles. Les débentures convertibles venaient à échéance le 31 janvier 2016 et pouvaient être rachetées par la Société, dans certains cas, après le 31 janvier 2014.

Conformément aux termes établis à l'émission des débentures, la Société a annoncé, en décembre 2014, le rachat aux fins d'annulation, de l'ensemble des débentures convertibles pour une contrepartie, au pair, de 51 750 \$CAN. En vertu de la variation prévue des flux de trésorerie estimatifs suivant cette annonce, une charge de désactualisation et un amortissement des frais de financement supplémentaires de 784 \$ ont été comptabilisés durant l'exercice clos le 31 décembre 2014. Le 1er février 2015, la Société a racheté ses débentures convertibles. En 2014 et jusqu'au rachat, le taux d'intérêt annuel effectif est de 8,16 %.

La composante capitaux propres des débentures, initialement déterminée comme l'écart entre la juste valeur des débentures convertibles dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif, a été reclassée aux bénéfices non répartis pour un montant total de 1 687 \$.

Paiements minimums futurs

Au 31 décembre 2015, les remboursements de capital sur la dette à long terme (sauf les contrats de location-financement) et la valeur actualisée des paiements minimums de location se présentent comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	3	3	3	84 204	3	4
Valeur actualisée des paiements minimums de location	2 619	2 168	1 624	1 085	402	-

19 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants de dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2015 est de 2,7 % (2 % au 31 décembre 2014). La répartition des dépôts se présente comme suit :

	31 décembre	
	2015	2014
Total des dépôts de garantie des marchands membres	5 613	6 496
Versements exigibles à court terme	82	108
Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres	5 531	6 388

20 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

(i) Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le Conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.

(ii) Actions privilégiées

Les actions privilégiées, dont aucune n'a été émise ni n'est en circulation, sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le Conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Les porteurs de quelque série d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et ont la priorité sur les actions ordinaires dans le partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée.

20 - CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

	31 décembre	
	2015	2014
Émis et payé		
Solde au début de l'exercice (21 215 759 actions ordinaires (21 263 669 en 2014))	87 238	87 271
Émission de 533 215 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions (10 205 en 2014)	11 315	206
Rachat et annulation de 181 095 actions ordinaires (58 115 en 2014)	(689)	(239)
Solde à la fin de l'exercice (21 567 879 actions ordinaires (21 215 759 en 2014))	97 864	87 238

Rachat et annulation d'actions

Le 13 août 2015, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR ») et à des fins d'annulation, jusqu'à 1 000 000 actions ordinaires représentant 4,6 % de ses 21 613 694 actions ordinaires émises et en circulation en date du 1er août 2015 au cours d'une période de douze mois commençant le 17 août 2015 et se terminant le 16 août 2016. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat et l'annulation d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats aux fins d'annulation seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a racheté et annulé 181 095 actions ordinaires (58 115 en 2014) pour une contrepartie en espèces de 7 747 \$ (1 448 \$ en 2014) incluant une prime au rachat et annulation d'actions de 7 058 \$ (1 209 \$ en 2014) appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a émis 533 215 actions ordinaires (10 205 en 2014) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 11 315 \$ (206 \$ en 2014). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 27,02 \$CAN pour l'exercice (22,90 \$CAN en 2014).

Dividendes

Un total de 0,63 \$CAN par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (0,58 \$CAN en 2014).

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Les classements de même que les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers sont détaillés comme suit :

	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers classés dans les prêts et créances				
Trésorerie	91 432	91 432	107	107
Débiteurs	115 802	115 802	208 083	208 083
Actions de sociétés	Niveau 3 604	604	Niveau 3 675	675
Avances aux marchands membres	Niveau 3 2 182	2 182	Niveau 3 7 520	7 520
Passifs financiers au coût amorti				
Créditeurs et charges à payer	258 608	258 608	348 282	348 282
Dividendes à payer	2 485	2 485	2 743	2 743
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	Niveau 2 82 446	82 446	Niveau 2 199 580	199 580
Débiteures convertibles	Niveau 1 -	-	Niveau 1 44 525	43 557
Dépôts de garantie des marchands membres	Niveau 3 5 613	s.o.	Niveau 3 6 496	s.o.
Passifs financiers à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	Niveau 2 -	-	Niveau 2 511	511
Autres passifs				
Contrats de location-financement	Niveau 2 7 898	7 898	Niveau 2 16 242	16 242

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Actifs financiers classés dans les prêts et créances

La juste valeur de la trésorerie et des débiteurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur des actions de sociétés et des avances aux marchands membres a été déterminée en fonction des flux de trésorerie actualisés calculés à l'aide des taux d'intérêt effectifs disponibles à la Société à la date de clôture pour des instruments financiers semblables.

Passifs financiers au coût amorti

La juste valeur des créditeurs et charges à payer et des dividendes à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur de la dette à long terme (sauf les contrats de location-financement) a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables aux facilités de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des débiteurs convertibles, telle que présentée ci-dessus, est déterminée en utilisant leur cours acheteur à la date de fin de la période.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres n'a pu être déterminée puisqu'elle résulte de données non observables sur le marché.

Passifs financiers à la juste valeur

La juste valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt a été déterminée en utilisant les cours pour des actifs et des passifs similaires.

Autres passifs

La juste valeur des contrats de location-financement a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de fin de période. Au 31 décembre 2015, la juste valeur des contrats de location-financement se rapproche de leur valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables au contrat de location-financement de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

Hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur au sein de l'état consolidé de la situation financière sont classés en fonction des niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2 : consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données, autres que des prix cotés (inclus dans le niveau 1), observables directement ou indirectement sur le marché, et;
- Niveau 3 : consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

En 2011, la Société a conclu des contrats de swaps afin de couvrir les flux de taux d'intérêt variables liés aux transactions prévues pour le début de l'année 2012 sur une portion de la facilité de crédit rotatif de la Société et ce, pour un montant nominal initial de 80 000 \$. Les swaps de taux d'intérêt fixaient les charges d'intérêt à 0,97 % jusqu'à leur échéance en 2016. Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devaient se produire dans les mêmes périodes puisqu'ils devaient affecter le résultat net.

Ces contrats de swaps ont été désignés comme couverture de flux de trésorerie jusqu'au 8 juin 2015 lorsque la Société a résilié les contrats de swaps pour un coût total de 352 \$.

Les justes valeurs des swaps de taux d'intérêt sont calculées en fonction des cotes des instruments semblables à la date de clôture.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

(i) Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes se chiffrant à 0,1 % au cours des trois dernières années.

Au 31 décembre 2015, les débiteurs en souffrance représentent 2 501 \$ (16 787 \$ au 31 décembre 2014) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 1 573 \$ (4 798 \$ au 31 décembre 2014). La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour mauvaises créances est présentée comme suit :

	31 décembre	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	4 798	5 059
Dépréciation	2 320	3 032
Radiations	(3 180)	(3 239)
Vente des actifs nets	(2 240)	-
Écart de change	(125)	(54)
Solde à la fin de l'exercice	1 573	4 798

La Direction considère que, pour chacune des dates de clôture au 31 décembre examinées ci-dessus, l'ensemble des actifs financiers possède une bonne qualité de crédit et ce, puisqu'ils ne sont ni dépréciés ni échus.

(ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

Au 31 décembre 2015, la Société dispose des facilités de crédit renouvelables et des lettres de crédit totalisant 400 000 \$ et 20 000 \$, respectivement (400 000 \$ et 20 000 \$ au 31 décembre 2014). Voir la note 18 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2015, la Société bénéficie des facilités de crédit non utilisées d'environ 321 000 \$ (191 000 \$ au 31 décembre 2014).

La Direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est adéquatement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêt des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

	31 décembre 2015			
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	257 986	257 986	-	-
Dividendes à payer	2 485	2 485	-	-
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	82 446	3	82 436	7
Intérêts à payer	622	622	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	5 613	82	-	5 531
	349 152	261 178	82 436	5 538

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

31 décembre 2014

	Valeur comptable	Échéance		
		de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	347 009	347 009	-	-
Dividendes à payer	2 743	2 743	-	-
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	199 580	4	199 565	11
Débiteures convertibles	44 525	45 841	-	-
Intérêts à payer	1 273	1 273	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	6 496	108	-	6 388
	601 626	396 978	199 565	6 399
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture				
	511	-	511	-
	602 137	396 978	200 076	6 399

(iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Selon la Direction, le risque est minimal que des variations des valeurs relatives du dollar américain et du dollar canadien aient un effet important sur le résultat net.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains (note 18).

(iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2014, compte tenu de l'incidence des engagements du taux d'intérêt des swaps et des débiteures convertibles, environ 48 % de la dette était à taux fixe. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a racheté aux fins d'annulation ses débiteures convertibles et résilié les contrats de swaps. Au 31 décembre 2015, la Société est donc exposée à un risque de taux d'intérêt sur sa facilité de crédit rotatif à taux variables et ses contrats de location-financement. Voir la note 18 pour plus de renseignements.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société aurait été supérieur ou inférieur de 147 \$ et les AÉRG n'auraient pas varié pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés raisonnablement possibles.

22 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères		Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au début de l'exercice	12 450	(8 050)	(651)		3 749
Autres éléments du résultat global	11 450	(22 326)	277		(10 599)
Solde au 31 décembre 2014	23 900	(30 376)	(374)		(6 850)
Autres éléments du résultat global	(25 938)	(4 057)	374		(29 621)
Solde au 31 décembre 2015	(2 038)	(34 433)	-		(36 471)

23 - ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Engagements

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2026 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. La charge de loyer comptabilisée dans les états consolidés des résultats est de 20 109 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (30 355 \$ pour 2014). Les paiements minimums exigibles engagés sont présentés comme suit :

	31 décembre	
	2015	
Moins d'un an	19 923	
Entre un et cinq ans	46 554	
Plus de cinq ans	7 630	
Total des paiements minimums	74 107	

Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux de 60 % ou 75 % du coût des stocks pour un montant maximum de 44 835 \$ au 31 décembre 2015 (à des taux de 60 % ou 75 % et pour un maximum de 56 481 \$ au 31 décembre 2014). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la Direction et basée sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient prises en charge puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

24 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2014
Salaires et avantages à court terme du personnel	4 273	5 433
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies)	434	547
Avantages fondés sur des actions	4 671	2 195
Indemnités de départ	1 302	-
Total de la rémunération	10 680	8 175

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

Autres transactions

La Société a encouru des dépenses de loyer de 1 241 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (3 007 \$ pour 2014) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Les ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société.

25 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure du capital :

- Un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et un total de capitaux propres;
- Un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- Un ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat, excluant certains ajustements, dont les frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré, les frais de fermeture et de cession des magasins, les frais de restructuration et autres, ainsi que la dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets (les « autres ajustements »);
- Un rendement du total des capitaux propres moyens; et
- Un dividende annuel basé sur le résultat net de l'année précédente, excluant les autres ajustements.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, les débetures convertibles, la dette à long terme et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment un programme de rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre d'offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des affaires et des facilités de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. La Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci soient maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. La Société a aussi mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant : le ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres, le ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres, le rendement total moyen des capitaux propres et le ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat excluant les autres ajustements.

Les indicateurs utilisés par la Société sont présentés comme suit :

	31 décembre	
	2015	2014
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	s.o.	33,7 %
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	20,7 %	50,8 %
Rendement du total des capitaux propres moyens ⁽¹⁾	(8,5) %	10,0 %
Ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat excluant les autres ajustements	s.o.	2,47

⁽¹⁾ Le rendement du total des capitaux propres moyens est négatif en raison de la dépréciation des actifs suite à la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Voir la note 5 pour plus de renseignements.

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit rotatif est en fonction de l'atteinte de certains ratios financiers tels que le ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat excluant les autres ajustements, et le ratio d'endettement total net sur l'endettement total et le total des capitaux propres, qui sont les mêmes ratios que la Société doit respecter. La Société respecte ces clauses au 31 décembre 2015. La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

26 - INFORMATION SECTORIELLE

À la suite de l'annonce, le 9 février 2015, de l'entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc., la Société a revu sa structure opérationnelle et par conséquent, fourni des informations sur trois secteurs isolables : produits automobiles, peinture et produits connexes, et corporatif et autres. En conformité avec l'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les données comparatives correspondantes ont été fournies pour les trois secteurs isolables au meilleur de la connaissance de la Société. La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus par secteur est le résultat sectoriel.

								Exercice clos le 31 décembre	
	Produits automobiles		Peinture et produits connexes		Corporatif et autres		Total		
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	
Ventes avant ventes intersectorielles	736 623	1 210 934	623 901	585 743	-	-	1 360 524	1 796 677	
Ventes intersectorielles	-	-	(5 090)	(12 318)	-	-	(5 090)	(12 318)	
Ventes	736 623	1 210 934	618 811	573 425	-	-	1 355 434	1 784 359	
Résultat sectoriel ⁽¹⁾	37 267	50 880	70 431	61 604	(10 724)	(8 959)	96 974	103 525	
Frais de restructuration et autres	(3 339)	(1 931)	440	-	8 227	-	5 328	(1 931)	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	144 523	-	-	-	445	-	144 968	-	
Résultat sectoriel présenté ⁽²⁾	(103 917)	52 811	69 991	61 604	(19 396)	(8 959)	(53 322)	105 456	

⁽¹⁾ Le principal décideur opérationnel utilise essentiellement une mesure du bénéfice pour prendre des décisions et évaluer la performance, soit la marge brute réduite des avantages du personnel et autres dépenses d'exploitation.

⁽²⁾ Correspond au « Résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat » selon les états consolidés des résultats.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

			Exercice clos le 31 décembre	
			2015	2014
Ventes				
États-Unis			918 078	1 304 692
Canada			437 356	479 667
Total			1 355 434	1 784 359

31 décembre 2015			
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	15 838	14 466	30 304
Immobilisations incorporelles	51 110	14 245	65 355
Goodwill	119 525	37 745	157 270

31 décembre 2014			
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	38 390	13 534	51 924
Immobilisations incorporelles	119 012	14 544	133 556
Goodwill	155 470	37 026	192 496

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRIGEANTS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert Chevrier, FCPA, FCA¹³

Président du Conseil
Administrateur de sociétés
Montréal, Québec

James E. Buzzard, AAP³⁴

Président
Clarit Realty, Ltd.
Lakewood Ranch, Florida

André Courville, FCPA, FCA, ICD.D²³

Administrateur de sociétés
Montréal, Québec

Patricia Curadeau-Grou²⁴

Administratrice de sociétés
Outremont, Québec

Jean Dulac, MBA, CHRP, ADM.A.³⁴

Président
M&M Nord Ouest inc.
Amos, Québec

Jeffrey I. Hall, B.S.A.A, ING.P.²

Administrateur de sociétés
Oakville, Ontario

Richard L. Keister²⁴

Administrateur de sociétés
Hollywood, Florida

Richard G. Roy, FCPA FCA

Administrateur de sociétés
Verchères, Québec

Dennis M. Welvaert, MBA, MAAP³⁴

Président
Welvaert Business Solutions, LLC
Leander, Texas

DIRIGEANTS

Henry Buckley, MBA⁵

Président et chef de la direction

Steve Arndt⁵

Président et chef de l'exploitation,
FinishMaster, Inc.

Éric Bussièrès⁵

Chef de la direction financière

Annie Hotte⁵

Chef du capital humain

Me Louis Juneau⁵

Chef de la direction des affaires juridiques
et secrétaire

Martin Labrecque, CPA, CMA

Vice-président, finances et contrôle

Gary O'Connor, MBA⁵

Président et chef de l'exploitation,
Automotive Canada

1 M. Chevrier est membre d'office du Comité des ressources humaines et de la rémunération et du Comité d'audit.

2 Membre du Comité d'audit, présidé par M. Courville.

3 Membre du Comité de régie d'entreprise, présidé par M. Chevrier.

4 Membre du Comité des ressources humaines et de la rémunération, présidé par M^{me} Curadeau-Grou.

5 Membre du comité de direction exécutif.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Cote boursière

Les actions sont transigées à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « UNS ».

Agent de transfert

Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
514 982.7555 ou 1 800 564.6253
service@computershare.com
computershare.com

Dépôts

La Société dépose tous les rapports requis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières. sedar.com

Auditeurs

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Banquiers

Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Bank of America, N.A.
Banque de Montréal
Caisse Centrale Desjardins du Québec
JPMorgan Chase Bank, N.A.
M&T Bank
Banque Laurentienne du Canada

Dividendes

Le 10 février 2016, le Conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,16 \$CAN par action payable le 19 avril 2016 aux actionnaires inscrits aux registres au 31 mars 2016.

Pour le premier trimestre de 2015, la Société a déclaré un dividende de 0,15 \$CAN par action et par la suite, la Société a déclaré des dividendes de 0,16 \$CAN par action en 2015. Au premier trimestre 2014, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,13 \$CAN par action et, par la suite, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,15 \$CAN par action en 2014. La Société a pour pratique de déclarer un dividende trimestriel, dans les limites de sa rentabilité, des liquidités nécessaires pour financer sa croissance, de sa santé financière générale et d'autres facteurs déterminés par le Conseil d'administration.

À moins d'indications contraires, tous les dividendes versés par la Société en 2015 et tous les dividendes devant être versés par la suite, sont admissibles aux fins d'impôts. La Société ne possède pas de plan de réinvestissement des dividendes.

Assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires

28 avril 2016 à 13 h 30
Hôtel Mortagne
1228, rue Nobel
Boucherville (Québec)

Siège social

170, boul. Industriel
Boucherville (Québec) J4B 2X3
450 641.2440
questions@uniselect.com
uniselect.com

Relations aux investisseurs

450 641.6972
investisseurs@uniselect.com

Ligne d'éthique

Dans le cadre des procédures de dénonciation du Comité d'audit, ce service téléphonique permet aux membres de l'équipe et d'autres personnes, de manière anonyme et confidentielle, de soulever des questions en matière de gestion comptable, de contrôles internes et de comportement éthique ou de porter plainte.

1 855.650.0998
whistleblower@uniselect.com

Marques de commerce

Les marques de commerce et/ou marques déposées de Uni-Sélect Inc. et/ou ses filiales comprennent, entre autres, Finishmaster, Uni-Select, Auto Extra, Auto Parts Plus, Auto-Plus, Auto-Select, Auto Service Plus, Bumper to Bumper, Cooling Depot, Mäktig, Color Plus, Smart, Purezone, ProColor, SelectAutoXpert, SmartLink, Uni-Pro and Worldparts. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

Ce rapport annuel peut aussi être téléchargé du site uniselect.com.

For an English version of the Annual Report, please contact Investor Relations.

uniselect.com